

Claude Picher > La semaine de quatre jours

page D5

The Hours



La Presse à Berlin

**Hollywood  
omniprésent**

Cahier Arts+Spectacles, page C1

La Presse à Saint-Moritz

**Érik Guay, le plus  
rapide à l'entraînement**

Cahier Sports, page S3



MONTRÉAL | JEUDI 6 FÉVRIER 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119<sup>e</sup> ANNÉE > NO 106 > 72 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > GATINEAU-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

# Powell abat ses cartes

Photos et bandes sonores à l'appui, le secrétaire d'État incrimine l'Irak



**RICHARD HÉTU**  
collaboration spéciale  
**LA PRESSE À NEW YORK**

Armé d'une panoplie d'éléments matériels — écoutes électroniques, photos par satellite et documents —, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a accusé hier l'Irak de détenir et de dissimuler des armes de destruction massive, une violation « patente » de la résolution 1441 qui ne saurait selon lui être tolérée longtemps.

« L'Irak continue à représenter une menace », a conclu Powell à la fin d'un réquisitoire sévère de 83 minutes au cours duquel il a affirmé que Bagdad possédait des stocks dévastateurs d'agents chimiques et biologiques, ainsi que des vecteurs susceptibles de les propager dans tout le Moyen-Orient.

Prenant la parole devant le Conseil de sécurité des Nations unies, il s'est également dit persuadé que Bagdad poursuivait ses efforts secrets pour acquérir l'arme nucléaire et entretenait des liens soutenus avec le réseau terroriste Al-Qaeda, notamment par l'intermédiaire d'un de ses dirigeants réfugiés en Irak, Abou Moussad Zarkaoui.

Adoptée en novembre dernier par les 15 pays membres du Conseil de sécurité, la résolution 1441 exige le désarmement de l'Irak sous peine de « graves conséquences », un euphémisme pour une intervention militaire.

« Le jour des graves conséquences approche », a déclaré Powell, exhortant le Conseil de sécurité à ne pas se dérober à son devoir.

« Cet organisme s'expose au risque de l'inutilité s'il laisse l'Irak persister à braver sa volonté sans y réagir efficacement et immédiatement », a-t-il ajouté.

Qualifiée par Bagdad de « spectacle à l'américaine typique », l'intervention multimédia de Powell a été applaudie par la Grande-Bretagne, mais n'a pas fait bouger les trois autres membres permanents du Conseil de sécurité, la France, la Russie et la Chine, qui ont plaidé pour la poursuite ou le renforcement des inspections.

« Doublons, triplons le nombre d'inspecteurs et ouvrons de nouveaux bureaux régionaux », a déclaré le ministre français des



Photo Reuters

Au cours de son réquisitoire devant le Conseil de sécurité de l'ONU, hier, à New York, pour rallier les sceptiques à la cause des États-Unis contre l'Irak, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, pour mieux illustrer sa démonstration sur la dangerosité du bacille du charbon, que posséderait l'Irak, a brandi une fiole qui peut contenir cette substance. « Moins d'une cuillère à thé » de charbon, a-t-il déclaré, pourrait causer des ravages. Pour les fins du plaidoyer, la fiole ne contenait qu'une substance blanche à base de silicone.

Voir POWELL en A6

Autres informations: pages A3 à A6

## MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Gilles Duceppe commence à en avoir plein son casque (en plastique transparent).

## AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Bandes dessinées	E8	Loteries	A2, B5
Bridge	E7	Mots croisés	E8, S12
Détes	E7	Mot mystère	E8
Étes-vous observateur		Petites annonces	
		- immobilier	E4
Feuilleton	E8	- marchandises	E4, E5
Forum	A13-A15	- emploi	E5
Horaires spectacles	C4	- automobile	E5, E6
Horaires télévision	C2	- affaires	D2
Horoscope	E6	Quoi faire	E2
Le monde	A10, A11, A16		

## MÉTÉO Voir page S16

Passages nuageux en après-midi  
Maximum -9, minimum -10



# Duceppe expulse Pierrette Venne

Quatre députés contestent la décision du chef bloquiste

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Désirant réaffirmer son autorité sur son parti après avoir essuyé les critiques de ses troupes au cours des derniers jours, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a expulsé de son caucus hier la députée Pierrette Venne, estimant qu'elle affichait une « attitude destructrice » en réclamant ouvertement sa démission.

Mais le chef bloquiste a immédiatement vu cette décision contestée par quatre de ses députés qui, en signe de solidarité, sont sortis de la réunion hebdomadaire du caucus en même temps que M<sup>me</sup> Venne.

Ces députés — Serge Cardin, Diane Bourgeois, Christiane Gagnon et Jocelyne Girard-Bujold — n'ont pas claqué la porte du parti ou réclamé le départ de M. Duceppe, mais leur geste démontre que la crise qui secoue le Bloc depuis quelques jours ne s'est pas dissipée à la suite de l'expulsion de la députée de Saint-Bruno—

Saint-Hubert. M<sup>me</sup> Venne, qui réclamait la démission de M. Duceppe depuis quelques semaines et avait également suggéré que le Bloc québécois mette en veilleuse la promotion de la souveraineté, a quant à elle contesté l'autorité du chef bloquiste de l'exclure de la sorte du caucus.

En fait, elle entend faire appel aux militants du parti au congrès du Bloc québécois en avril à Montréal afin de faire renverser cette décision. Dans l'intervalle, elle siègera comme députée bloquiste indépendante.

« Ce n'est pas de son autorité. Ce sera au congrès de décider si oui ou non je suis toujours députée du Bloc québécois. Selon lui, dans sa tête, j'imagine que c'est fait. Mais pour moi, c'est le congrès qui devra décider », a déclaré M<sup>me</sup> Venne à l'issue de la réunion du caucus. « On a toujours dit que j'étais seule.



Gilles Duceppe



Pierrette Venne

Voir DUCEPPE en A2

# Innocents ? Bêtes !



PIERRE FOGLIA

Je vous ai laissé hier au moment où X rencontrait le docteur Maurice Duquette pour la première fois.

Petit rappel, le Dr Maurice Duquette est cet orthopédiste soupçonné de dopage auprès d'une dizaine d'athlètes québécois. Une ordonnance de non-publication nous interdit de révéler les noms de ces athlètes... mais j'ai établi hier qu'en fait, il n'y avait pas 10 athlètes, il y avait une seule athlète de pointe, une cycliste, puisque cela est répété partout depuis lundi matin, que nous appelons X par ordonnance.

Dans l'article d'hier, je brosse un portrait

Voir FOGLIA en A2

DEMAIN DANS LA PRESSE



Homme, femme, mode d'emploi

Une journaliste (Kate Hudson), qui doit rédiger une chronique sur le erreurs classiques qui font fuir les hommes, rencontre un célibataire endurci (Matthew McConaughey) qui a fait le pari de faire tomber une fille amoureuse de lui en 10 jours. Voilà les ingrédients de la comédie *How to Lose a Guy in 10 Days* dont Hugo Dumas a rencontré les vedettes à Los Angeles.

À lire demain dans le cahier Arts et Spectacles

AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Venez clavarder avec le chanteur Marc Déry à

18 h  
cyberpresse.ca/clavardage

> Financement de la santé : bilan de la rencontre fédérale-provinciale  
cyberpresse.ca/sante

> Marie Brassard vient vous parler de son spectacle à l'Usine C à 12 h 30  
cyberpresse.ca/clavardage

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION  
redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

ABONNEMENT  
(514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca 1-800-361-7453

PETITES ANNONCES  
petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

DÉCÈS ET REMERCIEMENTS  
deces@lapresse.ca (514) 285-6816

LOTERIES | LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 9-9-0 > À quatre chiffres : 2-0-7-7 | LOTO 6/49 > 07-09-33-35-45-47 Compl. : 36 > Extra : 646564

SUITES DE LA UNE

DUCEPPE

Suite de la page A1

Alors, vous voyez que je ne suis plus seule », a-t-elle ajouté.

À l'instar de M<sup>me</sup> Venne, les quatre députés qui l'appuient exigent « que des correctifs majeurs » soient apportés au fonctionnement du caucus afin de permettre « un climat favorable aux débats et à la promotion de la souveraineté sous toutes ses formes envisageables et dans le respect des individus ». Ils disent trouver « inconcevable que l'on s'attaque à une députée qui ose remettre en cause le fonctionnement malsain du caucus ».

Et ils s'insurgent contre les propos désobligeants tenus par le leader parlementaire, Michel Gauthier, à l'endroit de M<sup>me</sup> Girard-Bujold la semaine dernière après qu'elle eut refusé de critiquer M<sup>me</sup> Venne.

Selon plusieurs témoins, M. Gauthier a apostrophé M<sup>me</sup> Girard-Bujold en déclarant : « Ma tabarnak, quand on va aller dans ton comté, tu vas voir comment ça va se passer. » M. Gauthier a nié hier avoir injurié sa collègue de la sorte.

« La violence verbale et le harcèlement moral n'ont pas leur place dans la société et encore moins dans un parti et le manque de respect provenant d'un collègue est inadmissible et ne peut être passé sous silence », disent les quatre députés dans un communiqué de presse.

Rencontrant les journalistes quelques minutes plus tard, M. Duceppe a soutenu qu'il était obligé d'expulser sa détractrice à cause de son comportement des dernières semaines.

Il a invoqué trois raisons pour justifier sa décision : « son attitude destructrice face au Bloc depuis quelques semaines », ses « man-

quements graves » au travail parlementaire et sa suggestion de mettre en veilleuse la promotion de la souveraineté. Il a dit avoir eu « un appui très, très, très fort » de ses collègues.

M. Duceppe a fait peu de cas du geste des quatre députés et il s'est dit confiant de remporter le vote de confiance des militants au prochain congrès. « Ils ont exprimé une opinion. Ils ne l'ont pas fait de façon irrespectueuse. Je suis capable d'accepter ces choses-là », a déclaré le chef bloquiste.

« Cela me chagrine de débattre de telles choses alors que des questions comme les élections au Québec, l'avenir du Québec, la définition moderne de la souveraineté et la guerre (contre l'Irak) sont nos responsabilités. (...) Cela affaiblit le mouvement souverainiste quand on mène des batailles de ce genre. C'est pour cela que j'y ai mis fin », a-t-il commenté.

Plusieurs députés ont publiquement approuvé la décision de leur chef. Le député d'Hochelaga-Maisonneuve, Réal Ménard, est celui qui s'est montré le plus lapidaire. « M<sup>me</sup> Venne est une femme qui n'a aucun code d'honneur, (qui a fait) une contribution zéro au caucus ; c'est une femme stratégiquement détestable qui ne respecte rien », a-t-il déclaré. « M. Duceppe a posé le geste qu'il fallait faire. »

Le chef bloquiste a par ailleurs accueilli favorablement la lettre rédigée par le député Bernard Bigras dans laquelle il réclame aussi un assouplissement de la ligne de parti et dénonce la grande concentration de pouvoir entre les mains de quelques personnes au sein du parti.

FOGLIA

Suite de la page A1

peu flatteur du Dr Duquette, je le décris comme étant extravagant, je dis aussi qu'il est indépendant de fortune, je précise que c'est un homme d'affaires, bref je dresse un portrait qui n'a rien à voir avec un médecin « dopeur ». Les médecins dopeurs sont de deux races qui parfois se combinent : les gourous et les requins. Les gourous sont des fanatiques de la performance, ils fabriquent souvent le champion qu'ils auraient voulu être, ils sont dans le *power trip* de créer une formidable machine humaine, je pense au Dr Ferrari, fabricant de tant de *campione*, je pense au docteur Astaphan qui a fabriqué Ben Johnson. Quant aux requins, ils sont là pour le fric, un athlète qui passe la saison sur l'EPO, c'est 20 000 \$, fait qu'il y a une passe à faire, c'est clair.

Le Dr Duquette n'a rien à voir avec ce monde-là. C'est pas un sportif. C'est un fanfaron, je vous l'ai dit. Il est tellement loin du sport qu'au moment où il rencontre X, il n'a même pas conscience que l'EPO qu'il utilise dans sa pratique de chirurgien est la dope reine des disciplines de longue distance, vélo, ski de fond, course à pied.

Quand il rencontre X, elle est à la veille de récolter ses premiers lauriers. Ça clique tout de suite, forcément. Tous les athlètes rêvent d'avoir un tonton orthopédiste. Pour le genou, c'est le rêve. Mais pour le docteur, quel intérêt ? Pour celui-là qui est fanfaron, l'intérêt des fanfarons : être dans le portrait ! X remporte ses premiers grands succès, la presse se l'arrache, Duquette est nommé dans les journaux et il aime ça comme un petit fou. L'entraîneur le plogue dans ses entrevues : merci au Dr Duquette qui fait partie de notre équipe. On est en 1999. Il est tellement content de faire partie de l'équipe, le bon docteur, qu'il y va d'un don de 5000 \$ à la famille de X. On est loin du requin et du gourou, on est proche du mecène. Pousse-t-il son mécénat jusqu'à donner de l'EPO à X ? J'ai établi hier que le Dr Duquette était justifié d'utiliser de l'EPO dans sa pratique de chirurgien. Mais étend-il cette utilisation à sa clientèle sportive ?

Concernant X, trois accusations sont retenues contre le Dr Duquette. 1) L'avoir traitée pour une anémie alors qu'il est orthopédiste,

ça n'a rien à voir. 2) Lui avoir administré de la marcaïne et de l'Epex (le nom commercial de l'EPO) à une reprise. 3) D'avoir négligé d'inscrire au dossier la prescription de cette médication.

Mais si ce n'est pas au dossier, comment le sait-on ? Des aveux ? Une communication de X elle-même, qui a écrit au comité de discipline du Collège des médecins une lettre, elle aussi interdite de publication ?

Et pourquoi à UNE reprise ? Prendre l'EPO une fois, c'est une joke. La prise d'EPO implique un cycle.

Faut-il s'attarder plutôt à la première accusation : l'anémie ? Au départ, l'EPO a été inventée pour traiter l'anémie. Le bon docteur se serait-il mêlé de soigner l'anémie (très réelle) de X avec un shot d'EPO ?

J'en sais rien. J'ai pourtant l'absolue conviction que X n'est pas dopée. Que le Dr Duquette n'est pas à la tête d'un réseau, ni d'un système de dopage. On n'est pas dans une affaire de dopage, on est dans le bureau d'un fanfaron qui se vante, lalalèreu, moi j'en ai, des affaires, y'a tu quéqu'un qu'en veut ?

Je reviendrai là-dessus dans ma conclusion, samedi.

Venons-en à la dénonciation elle-même. Depuis que le Dr Duquette est entré dans le clan de X, on le voit partout, notamment aux courses cyclistes. Il est là, il fait l'important. C'était à la Coupe du monde en 2000, sur le mont Royal. Le peloton principal avait franchi la ligne depuis au moins 20 minutes, restaient en course les dernières cyclistes qui arrivaient une par une. Parmi celles-là, une de ces athlètes qui est pour moi la fierté d'un sport, en fait, la fierté du sport en général, ces athlètes qui, avec des moyens limités, loin des médias, mènent une carrière aussi discrète que magnifiquement remplie d'objectifs personnels, de sacrifices, de choix de vie. Imaginez que ce turlu de docteur s'approche de cette jeune femme exemplaire et lui glisse : « T'sais, si tu voulais arriver en même temps que les autres, je pourrais t'arranger ça ! »

S'adressant à quelqu'un pour qui le sport est d'abord un art de vivre avant que d'être une carrière, le docteur ne pouvait pas plus mal

soutiennent obtenir un peu plus de 13 milliards sur trois ans, soit moins que les 15,3 milliards recommandés pour la même période par le rapport Romanow.

Sur le plan financier, « on peut toujours parler de fédéralisme prédateur, dominateur », a lancé le premier ministre du Québec, Bernard Landry, pour qui « les temps vont être durs ».

L'entente conclue hier augmentera de 800 millions par année les transferts fédéraux en santé pour le Québec. Cette majoration « est mieux que rien », mais elle représente « la moitié seulement de ce dont on a besoin », a-t-il expliqué. De 14 cents par dollar, la contribution fédérale aux dépenses de santé passera à 16 cents, a illustré M. Landry. Il est difficile, pour Ottawa, de soutenir que la santé est sa première préoccupation tout en n'accordant que 29 % de ses 41 milliards de surplus à ce secteur, a-t-il accusé.

Jean Chrétien lui a renvoyé la balle. « M. Landry soutenait dans le passé que le Canada était un pays en faillite, en train de crever. On a désormais des surplus à distribuer », a-t-il lancé, ironique.

Il n'est pas question pour M. Landry de déclencher des élections sur cette question. Le premier ministre a déjà commencé à évoquer l'utilisation des fonds obtenus dès cette année pour le plan déjà annoncé par François Legault pour améliorer l'accessibilité des soins, ce qui constitue une facture de 1,8 milliard supplémentaire.

« C'est un pas qu'on fait, mais on est encore loin de la viabilité de notre système de santé », a quant à

lui soutenu Bernard Lord, du Nouveau-Brunswick.

À prendre ou à laisser

Toute la journée, les provinces se sont livrées à une partie de souque à la corde avec le premier ministre Chrétien. Lancée mardi soir sur la table du souper au 24, Sussex, la proposition fédérale avait jeté un froid, mais hier, Ottawa n'en a guère dérogé. À un moment donné, en soirée, le premier ministre Chrétien a même lancé à ses homologues « c'est à prendre ou à laisser », ne leur laissant que quelques minutes pour se décider.

D'entrée de jeu, cinq provinces, dont le Québec, ont soutenu que la barre avait été fixée par Romanow en ce qui concerne les transferts. Mais elles ont dû reculer en fin de journée sur cette exigence. Et pour souligner leur insatisfaction, elles ont refusé de signer formellement le texte convenu hier. Même les premiers ministres des Territoires se sont complètement dissociés de l'entente, la jugeant insatisfaisante pour les populations autochtones.

Seule consolation pour les provinces, le fédéral a accepté de leur verser 2,5 milliards avant la fin de l'année financière. Ce transfert pourra être majoré de 2 milliards si le surplus fédéral dépasse la réserve prévue pour les coups durs l'an prochain.

Pour le premier ministre Landry, Ottawa a fait preuve d'une flexibilité surprenante sur la question des « conditions », que, dans un premier temps, il comptait imposer aux provinces.

Conditions « souples »

Le Conseil national de la santé, prévu dans le cadre de l'entente, aurait le mandat de « faire le suivi et de rendre des comptes aux Canadiens de la mise en oeuvre de cet accord ». L'organisme présentera des rapports sur les progrès des provinces en matière d'imputabilité et de transparence relativement à l'utilisation des fonds destinés à la santé. L'organisme sera mis sur pied d'ici trois mois. Pour satisfaire le Québec, plus jaloux de ses compétences, le Conseil de la santé et du bien-être québécois, doté d'un nouveau mandat, collaborera avec l'organisme créé hier.

La question du financement a été quasiment la seule pomme de discorde entre les provinces et Ottawa hier. Dès la fin de l'après-midi, les premiers ministres s'étaient déjà entendus sur les « conditions » auxquelles tenait Ottawa avant de

tomber. Je ne suis pas un fanatique de la dénonciation, mais j'applaudis cette jeune femme à deux mains d'être allée rapporter la chose à la fédération cycliste en disant : « Ça va faire les niaiseries ! » Et j'applaudis tout aussi fort la fédé de s'être immédiatement tournée vers le Collège des médecins pour mener l'enquête. Tout le monde a fait sa job. Bravo.

Justice ne sera pas rendue pour autant. On est en train de détruire la réputation d'une athlète exceptionnelle que je crois innocente dans tous les sens du mot innocent, ce qui n'exclut pas une grande part de bêtise.

Quand je découvre à la fin de l'été que le Dr Maurice Duquette doit passer devant le Conseil de discipline du Collège des médecins, pour avoir prescrit de l'EPO à X, j'appelle l'entraîneur de X. Première surprise : je lui apprendis la chose. Je m'attends alors à ce qu'il capote, à ce qu'il proteste. Rien. Comme si je venais de lui annoncer qu'il allait pleuvoir demain.

Es-tu sourd ? Le docteur qui soigne ton athlète est accusé de lui administrer de l'EPO et tu rigoles ?

Elle est innocente !

Innocente ? M'a te dire, elle est pas toute seule à être innocente. T'es pas pire non plus comme innocent. Et j'inclus le reste de son entourage. Ses parents, les gens qui l'aident financièrement. De ma carrière, je n'ai jamais vu une athlète aussi protégée, aussi coucounée, aussi entourée, vous êtes là à l'empêcher de parler, à l'empêcher de serrer des mains des fois qu'elle pognerait des microbes, vous êtes la joke du milieu avec vos foutus microbes, mais il n'y en pas un de la gang qui s'est inquiété de savoir qui était ce médecin Duquette ?

Vous la traitez comme si c'était la huitième merveille, mais pas un seul parmi vous n'a pensé à téléphoner au Collège des médecins pour s'assurer que le médecin qui soigne la jambe de la huitième merveille est clean ? Hello !

Et même s'il avait été hyperclean, ce médecin. Et même si c'était le plus grand spécialiste du genou de la planète. Y'a de l'EPO dans son bureau, tabarnak. Qu'est-ce que vous foutez là ?

Innocents dites-vous ?

Bêtes.

La conclusion dans la chronique, samedi, en page A 5.

ENTENTE

Suite de la page A1

délier le cordons de sa bourse. Les objectifs de développement des services de première ligne et les mécanismes d'imputabilité proposés ont été jugés suffisamment souples pour être acceptables, même au Québec.

Le Fonds de réforme de la santé — doté de 16 milliards en cinq ans, un milliard dès l'an prochain —, financera le développement des soins de première ligne, les groupes de médecine familiale par exemple, les soins à domicile et la mise en place de régimes provinciaux d'assurance-médicaments minimaux, intervenant en cas de « catastrophe » ou de factures trop élevées pour un malade.

Mais « reconnaissant que les provinces sont à des stades différents dans les réformes, le fonds fournira la flexibilité voulue aux provinces », affirme-t-on dans le texte que les provinces se donnent encore six mois pour signer officiellement.

Les provinces s'engageront toutefois à répondre à des objectifs précis posés par Ottawa, de l'inédit dans ce champ de compétence provinciale. Elle s'engage à ce que 50 % de leurs citoyens aient accès à des soins sept jours sur sept, 24 heures sur 24, d'ici huit ans.

Tous les ans, les provinces rendront public leur progrès vers cet objectif.

Elles s'engagent aussi à fournir plus de services à domicile et les soins minimaux à couvrir seront définis par les ministres de la santé d'ici septembre prochain.

Pour les médicaments, les provinces s'entendent pour fournir « une couverture adéquate » aux contribuables. Le Québec, qui a déjà son propre régime, pourra utiliser ailleurs les fonds fédéraux versés à ce chapitre.

EN VOYAGE AVEC NOUS

Les mercredi et samedi dans

La Presse

VACANCES VOYAGE

ROLEX

Lady-Datejust Pearlmaster en or jaune 18 carats avec lunette sertie de brillants.

CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, juste au nord de Maisonneuve

(514) 845-4651



# IRAK LE COMPTE À REBOURS



Photo RAY STUBBS, REUTERS

## Ce que Powell reproche à Saddam

TEXTES ET RECHERCHE D'AGNÈS GRUDA

Le secrétaire d'État américain Colin Powell a mis 90 minutes, hier matin, à persuader les représentants des 15 États membres du Conseil de sécurité de l'ONU que tous les recours pacifiques contre l'Irak ont été épuisés et qu'il ne leur reste donc plus que la voie des armes. Son plaidoyer pourrait faire toute la différence entre la paix et la guerre. Voici les principaux points de sa démonstration.

### 1 Entraves aux inspections

#### ACCUSATIONS

- L'Irak entrave systématiquement le travail des inspecteurs de l'ONU. Bagdad a mis sur pied un comité, qui relève directement du vice-président irakien Taha Yassin Ramadan, dans le seul but de coordonner le camouflage de ses programmes d'armement.
- De hauts dirigeants politiques et des membres du parti Baas ont caché du matériel interdit dans leurs résidences privées.
- En décembre dernier, Saddam Hussein a averti les scientifiques irakiens qu'ils s'exposeraient à de graves conséquences, y compris la peine de mort, s'ils faisaient des révélations importantes aux inspecteurs. L'Irak a produit un faux avis de décès pour soustraire un de ses scientifiques à la curiosité des inspecteurs.

#### PREUVES

- Des bandes sonores reproduisant des conversations interceptées entre des responsables irakiens. Sur l'une de ces bandes, enregistrée le 26 novembre, soit la veille de la reprise des inspections, on entend un colonel et un brigadier général de la Garde républicaine irakienne faire allusion à des «véhicules modifiés».
- Des photos satellites montrant que du matériel interdit a été récemment déplacé.



Les inspecteurs en désarmement des Nations unies sur les lieux du complexe militaire al-Majed à Bagdad.

### 2 Graves atteintes aux droits humains

- Dans les années 1980, le régime irakien a réalisé des expériences avec des produits chimiques et biologiques sur 1600 prisonniers condamnés à la peine capitale.

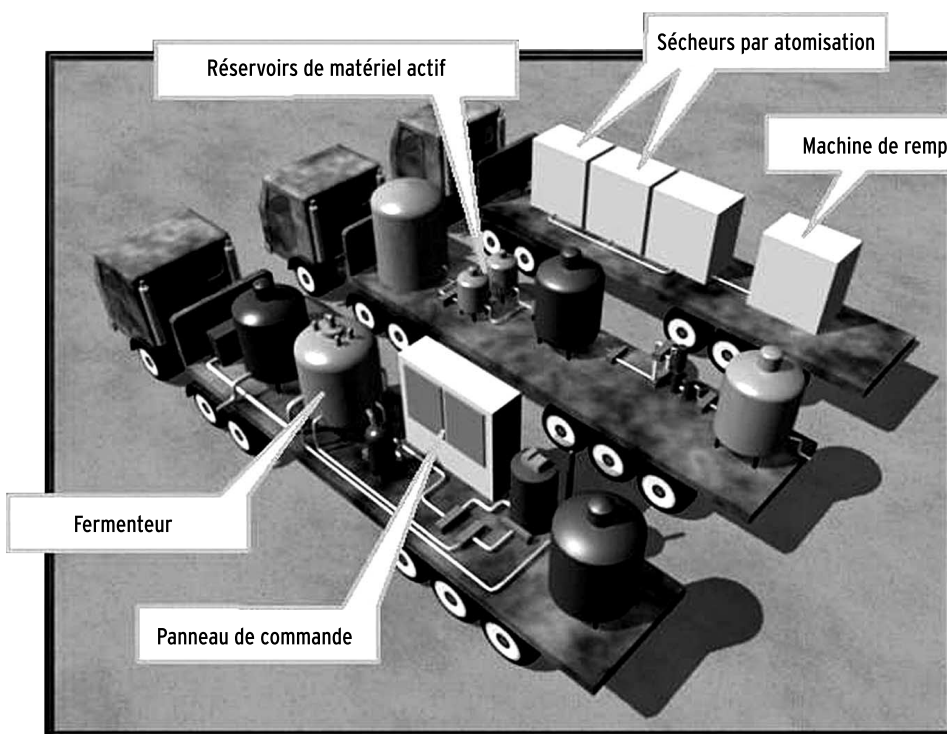
### 3 Armes biologiques et chimiques

#### ACCUSATIONS

- L'Irak possède au moins sept usines de production mobile, comprenant deux ou trois camions chacune, capables de produire en quelques mois d'importantes quantités de substances biologiques mortelles, tels le bacille du charbon (anthrax) et le bacille botulique.
- Bagdad possède également entre 100 et 500 tonnes d'agents chimiques, suffisamment pour remplir 16 000 ogives. Selon la plus faible des estimations, l'Irak pourrait causer des dégâts majeurs sur un territoire équivalent à cinq fois celui de Manhattan.

#### PREUVES

- Photos satellites d'un complexe de production d'armes chimiques.
- Bande audio d'une conversation entre deux commandants du deuxième corps de la Garde républicaine faisant allusion à des produits neurotoxiques.



M. Powell a montré des images de camions qui sont en fait des usines de production de substances biologiques mortelles.

Illustration Department of State, AP

### 4 Armes nucléaires

#### ACCUSATIONS

- Saddam Hussein possède deux ou trois composantes nécessaires pour fabriquer une bombe atomique et s'efforce maintenant d'acquiescer du matériel fissile nécessaire pour produire une réaction nucléaire.
- L'Irak possède des missiles de longue portée capables de transporter des armes chimiques, biologiques ou nucléaires sur une distance de 1200 kilomètres.

#### PREUVES

- Des photos de tubes d'aluminium pouvant servir de centrifugeuses pour l'uranium enrichi.



Photo REUTERS



Photo REUTERS

Photo de tubes d'aluminium pouvant servir de centrifugeuses pour l'uranium enrichi.

### 5 Liens avec le terrorisme

#### ACCUSATIONS

- L'Irak entretient des liens avec le réseau Al-Qaeda depuis le début des années 1990.
- L'Irak a donné refuge à un réseau terroriste dirigé par le Jordanien d'origine palestinienne Abou Moussab Zarqawi, membre influent d'Al-Qaeda, spécialisé dans les poisons et les explosifs.
- Des groupes d'Al-Qaeda opèrent dans le Kurdistan irakien.

#### PREUVES

- Photos du camp d'Al-Qaeda dans le nord-est de l'Irak.
- Photos de membres d'Al-Qaeda liés à des réseaux terroristes implantés en Afrique du Nord, en Europe et en ex-URSS, y compris en Tchétchénie.

## Qui est Abou Moussab al-Zarkaoui?

Selon Colin Powell, les liens entre Al-Qaeda et le régime irakien passent en bonne partie par Abou Moussab al-Zarkaoui, un Jordanien d'origine palestinienne soupçonné d'être un expert en matière de poisons et d'explosifs.

**Fiche signalétique :** L'homme a 36 ans.

**Son véritable nom :** Fadel Nazzal al-Khalayleh

**Trait distinctif :** il a été blessé à une jambe en Afghanistan. Soigné en Irak, il a dû être amputé.

**Parcours :** Il a combattu l'URSS en Afghanistan.

Il a été relié à une tentative d'attentat contre un hôtel Radisson à Amman, en Jordanie, à la suite de laquelle il a dû fuir la Jordanie.

Les États-Unis l'accusent d'avoir préparé l'attentat contre le diplomate américain Laurence Foley, abattu en octobre 2002 à Amman.

La CIA a ouvert une enquête sur son implication dans un projet déjoué d'empoisonnement à la ricine de nourriture destinée aux militaires britanniques.

**Rôle :** selon Colin Powell, Zarkaoui est un membre de premier plan du réseau Al-Qaeda. Il aurait

organisé des camps d'entraînement en Afghanistan. Après la chute des talibans, il a déménagé ses pénates dans le nord est de l'Irak, où il aurait établi un autre camp d'entraînement spécialisé dans la fabrication de poisons mortels tels la ricine.

**Doute :** selon une enquête du journal britannique *The Guardian*, Zarkaoui jouerait plutôt un rôle mineur dans la hiérarchie d'Al-Qaeda. S'il a été «promu» à un rôle de premier plan, c'est que la Jordanie avait besoin d'une figure de proue pour combattre les réseaux islamistes, affirme le quotidien.



Photo AP

RICHARD HÉTU

collaboration spéciale

NEW YORK — Colin Powell, l'Américain le plus respecté aux États-Unis et dans le monde, a mis en jeu sa réputation hier en présentant devant le Conseil de sécurité un dossier qui pourrait servir de justification à son pays pour déclarer la guerre à l'Irak, avec ou sans l'appui de l'ONU.

«Mes collègues, chaque déclaration que je fais aujourd'hui s'appuie sur des sources, des sources solides», a déclaré le secrétaire d'État américain au début de son discours. «Ce ne sont pas des allégations. Ce que nous vous donnons, ce sont des faits et des conclusions basées sur un travail de renseignement solide.» L'affirmation de Powell risque d'être contestée

au cours des prochains jours. Déjà dimanche dernier, le *New York Times* faisait état des doutes de certains experts de la CIA et du FBI sur la nature réelle des liens unissant l'Irak au réseau terroriste Al-Qaeda.

Hier, le chef de la diplomatie américaine n'en a pas moins accusé Bagdad d'héberger «aujourd'hui un réseau terroriste meurtrier dirigé par Abou Moussab Zarkaoui, associé et collaborateur d'Oussama ben Laden».

«Après le départ des talibans (de l'Afghanistan), le réseau al-Zarkaoui a aidé à établir un autre camp d'entraînement au maniement des poisons et explosifs. Ce camp se trouve dans le nord-est de l'Irak», a déclaré Powell.

Zarkaoui, un Jordanien d'origine palestinienne, aurait combattu en Afghanistan il y a plus d'une décennie. Selon Powell, il aurait voyagé à Bagdad en mai 2002 pour un traitement médical. Pendant ce séjour, «près d'une vingtaine d'extrémistes ont convergé vers Bagdad et y ont établi une base d'opérations», a précisé le chef de la diplomatie américaine, ajoutant que le réseau Zarkaoui planifiait des attaques

terroristes contre plusieurs pays, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et la Russie.

«Depuis l'an dernier, des membres de ce réseau ont été arrêtés en France, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie, a dit Powell. Selon notre dernière évaluation, 116 membres... ont été appréhendés.»

La présentation de Powell survient deux jours après la publication, dans le *New Yorker*, d'un article sur les pressions qui seraient exercées par le Pentagone auprès de la CIA pour modifier l'analyse américaine des relations entre Saddam Hussein et Al-Qaeda. Selon l'auteur de l'article, le Pentagone reprocherait à la CIA d'être trop prudente dans son évaluation.

Longtemps considéré par les diplomates européens comme un allié au sein de l'administration Bush, Powell a récemment donné l'impression de s'être transformé en faucon, déclarant sur toutes les tribunes que le temps était compté avant le début d'une intervention militaire pour désarmer l'Irak.

Sous le couvert de l'anonymat, les proches de Powell confient aux journalistes que le

secrétaire d'État demeure opposé à une intervention unilatérale en Irak. Après avoir convaincu l'administration Bush d'emprunter la voie de l'ONU pour régler la crise irakienne, il espère maintenant pouvoir persuader les alliés des États-Unis, dont la France, d'adopter une position commune.

Avant d'être nommé secrétaire d'État par le président Bush, l'ancien général quatre étoiles, né à Harlem en 1937, était notamment connu pour avoir énoncé la «doctrine Powell» consistant à prêcher la non-intervention de l'armée américaine dans un pays étranger, sauf si l'intérêt vital des États-Unis était en jeu — et leur supériorité sur le terrain écrasante.

Il fut un temps où Powell était considéré comme une colombe au sein même de l'administration Clinton, qu'il a servie en tant que chef de l'état-major des armées. En 1992, au moment de la crise de Bosnie, Madeleine Albright, secrétaire d'État de l'époque, lui avait lancé, excédée par sa prudence: «À quoi ça sert d'avoir les superbes militaires dont vous nous parlez toujours si on ne peut pas s'en servir?»

### Les enregistrements secrets

Extraits de la présentation du secrétaire d'État américain Colin Powell

« Permettez-moi de commencer en vous faisant écouter un enregistrement. Ce que vous allez entendre est une conversation que mon gouvernement a captée. Elle a eu lieu le 26 novembre de l'an dernier, la veille du jour où les équipes des Nations unies ont repris leurs inspections en Irak. La conversation se déroule entre deux officiers supérieurs, un colonel et un brigadier-général faisant partie de l'élite militaire irakienne, la Garde républicaine.»

(Ce qui suit est une traduction en français d'une traduction vers l'anglais réalisée par les Américains de la conversation indiquée ci-dessus.)

Le général : — Ouais

Le colonel : — C'est à propos du comité qui arrive...

Gén. — Ouais, ouais.

Col. — ...avec Mohamed ElBaradei (directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique).

Gén. — Ouais, ouais.

Col. — C'est qu'on a un véhicule modifié.

Gén. — Ouais.

Col. — Qu'est-ce qu'on dit si l'un d'eux le voit ?

Gén. — Vous n'avez pas eu un modifié... Vous n'avez pas un modifié...

Col. — Mon Dieu ! J'en ai un.

Gén. — Lequel ? Qui vient de l'atelier...?

Col. — De la compagnie al-Kindi.

Gén. — Quoi ?

Col. — De al-Kindi.

Gén. — Ouais, ouais. Je vais passer vous voir au matin. J'aurai quelques commentaires. J'ai bien peur que vous tous avez laissé des choses.

Col. — Nous avons tout évacué. Nous n'avons rien laissé.

Gén. — Je viendrai vous voir demain.

Col. — OK.

Gén. — Je dois assister à une conférence au quartier général, j'irai vous voir avant d'aller à la conférence.

(Fin de la conversation).

Colin Powell explique que la compagnie al-Kindi est bien connue pour avoir participé à des activités liées à des systèmes d'armements prohibés.

Deuxième extrait:

Colin Powell : « Laissez-moi vous faire jouer un autre enregistrement. Comme vous vous en souvenez, les inspecteurs ont trouvé 12 ogives chimiques vides le 16 janvier dernier. Le 20 janvier, quatre jours plus tard, l'Irak promettait aux inspecteurs qu'il en chercherait d'autres. Vous allez maintenant entendre un officier du quartier général de la Garde républicaine fournir des instructions à un officier sur le terrain. Leur conversation a eu lieu tout juste la semaine dernière, le 30 janvier.

— Ils inspectent les munitions que vous avez, oui.

— Oui.

— Pour la possibilité qu'il y ait des munitions prohibées.

— Pour la possibilité qu'il y ait par hasard des munitions prohibées ?

— Oui.

— Et nous vous avons transmis un message hier pour nettoyer tous les secteurs, les secteurs abandonnés. Assurez-vous qu'il ne reste plus rien là.

## Powell joue sa réputation



RICHARD HÉTU

collaboration spéciale

NEW YORK — Colin Powell, l'Américain le plus respecté aux États-Unis et dans le monde, a mis en jeu sa réputation hier en présentant devant le Conseil de sécurité un dossier qui pourrait servir de justification à son pays pour déclarer la guerre à l'Irak, avec ou sans l'appui de l'ONU.

«Mes collègues, chaque déclaration que je fais aujourd'hui s'appuie sur des sources, des sources solides», a déclaré le secrétaire d'État américain au début de son discours. «Ce ne sont pas des allégations. Ce que nous vous donnons, ce sont des faits et des conclusions basées sur un travail de renseignement solide.» L'affirmation de Powell risque d'être contestée

au cours des prochains jours. Déjà dimanche dernier, le *New York Times* faisait état des doutes de certains experts de la CIA et du FBI sur la nature réelle des liens unissant l'Irak au réseau terroriste Al-Qaeda.

Hier, le chef de la diplomatie américaine n'en a pas moins accusé Bagdad d'héberger «aujourd'hui un réseau terroriste meurtrier dirigé par Abou Moussab Zarkaoui, associé et collaborateur d'Oussama ben Laden».

«Après le départ des talibans (de l'Afghanistan), le réseau al-Zarkaoui a aidé à établir un autre camp d'entraînement au maniement des poisons et explosifs. Ce camp se trouve dans le nord-est de l'Irak», a déclaré Powell.

Zarkaoui, un Jordanien d'origine palestinienne, aurait combattu en Afghanistan il y a plus d'une décennie. Selon Powell, il aurait voyagé à Bagdad en mai 2002 pour un traitement médical. Pendant ce séjour, «près d'une vingtaine d'extrémistes ont convergé vers Bagdad et y ont établi une base d'opérations», a précisé le chef de la diplomatie américaine, ajoutant que le réseau Zarkaoui planifiait des attaques

terroristes contre plusieurs pays, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et la Russie.

«Depuis l'an dernier, des membres de ce réseau ont été arrêtés en France, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie, a dit Powell. Selon notre dernière évaluation, 116 membres... ont été appréhendés.»

La présentation de Powell survient deux jours après la publication, dans le *New Yorker*, d'un article sur les pressions qui seraient exercées par le Pentagone auprès de la CIA pour modifier l'analyse américaine des relations entre Saddam Hussein et Al-Qaeda. Selon l'auteur de l'article, le Pentagone reprocherait à la CIA d'être trop prudente dans son évaluation.

Longtemps considéré par les diplomates européens comme un allié au sein de l'administration Bush, Powell a récemment donné l'impression de s'être transformé en faucon, déclarant sur toutes les tribunes que le temps était compté avant le début d'une intervention militaire pour désarmer l'Irak.

Sous le couvert de l'anonymat, les proches de Powell confient aux journalistes que le



# IRAK LE COMPTE À REBOURS



## Le Conseil de sécurité après Powell

### CONTRE

#### SYRIE

ALLEMAGNE  
Une intervention militaire comporterait de graves dangers.

#### FRANCE

L'utilisation de la force doit être un dernier recours.

#### CHINE

Nous devons soutenir les inspecteurs qui souhaitent poursuivre leur travail.

GUINÉE  
MEXIQUE  
PAKISTAN

#### ANGOLA

CAMEROUN  
La guerre n'est pas inévitable.  
CHILI  
Il faut continuer les inspections en faisant davantage pression sur l'Irak

#### RUSSIE

La solution pacifique est encore possible.

#### BULGARIE

M. Powell a fait une présentation forte et convaincante.

#### ESPAGNE

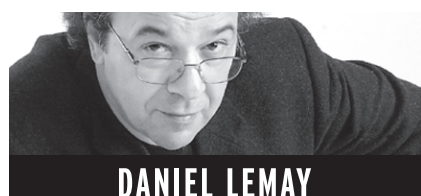
Le monde ne peut accepter que l'Irak continue à s'armer.

#### ÉTATS-UNIS

GRANDE-BRETAGNE  
Si l'Irak ne change pas d'attitude, le Conseil de sécurité devra prendre ses responsabilités

Membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU en gras

## Aigle malgré lui



DANIEL LEMAY  
ANALYSE

dlemay@lapresse.ca

La voix de Colin Powell, qui a pourtant l'habitude, tressaillait et, quatre ou cinq fois, des couacs sont sortis de sa bouche, signe que l'importance du moment n'était pas sans effet sur le placide soldat devenu chef de la diplomatie américaine.

Le secrétaire d'État, selon les premières réactions, n'aura pas convaincu grand monde. Pas dans ceux qui l'étaient déjà, s'entend. Ceux qui penchaient vers une intervention armée penchent encore plus vers la solution lourde, renforcés dans leur conviction que l'Irak est toujours en possession d'importants stocks d'armes chimiques et biologiques et que ses spécialistes travaillent à développer des moyens de les disperser de façon « efficace ». Ils en voudront pour preuve les images d'un Mirage, chasseur (français) de l'aviation irakienne, modifié pour vaporiser ses molécules mortelles au-dessus d'un champ de bataille. Ou d'une ville israélienne.

Ceux qui étaient déjà contre la guerre n'auront pour leur part trouvé dans le discours d'hier, contrairement aux conclusions de Colin Powell, aucune preuve « irréfutable et indéniable » qui motiverait, à ce moment-ci du match diplomatique, un recours à la force.

Deux choses, toutefois, sont claires pour les deux camps.

Un : Colin Powell, longtemps perçu comme « l'espoir » des modérés, tant à Washington que dans les capitales étrangères, semble désormais convaincu que la force est le seul moyen de désarmer Saddam Hussein. « Le Conseil (de sécurité) est-il prêt à donner le bénéfice du doute à ce régime ? » demandait-il hier à la suite de l'énumération des « infractions patentes » de l'Irak dans le domaine des armes de destruction massive. Il a répondu : « Je ne le suis pas. » Il y a quelques semaines encore, il aurait dit « nous ne le sommes pas » ou « les États-Unis ne le sont pas ». Hier, il a parlé au « je ». Le président George W. Bush, comme il l'a fait récemment avec les généraux de son grand état-major, a très bien pu enjoindre à son secrétaire d'État de rentrer dans les rangs guerriers.

Mais Colin Powell n'a jamais montré qu'il était du genre à se laisser tordre le bras. Les Américains l'appellent néanmoins « l'aigle malgré lui » (*the reluctant eagle*) et, selon de récents sondages, ont plus confiance en lui qu'en leur président. On peut facilement extrapoler, au su de l'impopularité planétaire de George W. Bush, que les Canadiens, les Français, les Britanniques ou les Allemands ont aussi plus confiance en Powell. Le virage de Colin Powell, sans provoquer le même effet à l'échelle mondiale, pourrait peut-être rallier à la position américaine un certain nombre d'« indécis ».

Deuxième certitude : Colin Powell n'a pas abordé la possibilité de prolonger le travail des inspecteurs au-delà du 14 février, date à laquelle MM. Blix et ElBaradei doivent revenir faire rapport au Conseil de sécurité, et il a réaffirmé la volonté des États-Unis de désarmer l'Irak, seuls ou avec d'autres. « Il est minuit moins cinq », a dit Hans Blix, le chef des inspecteurs de l'ONU.

La « fenêtre » diplomatique se ferme désormais au même rythme qu'augmente le poids de l'échéancier militaire. Fin mars, la région du golfe Persique sera sous le coup des grandes chaleurs et le Pentagone souhaite que la campagne, à ce moment-là, en soit à sa phase finale. Le gros des forces terrestres américaines est peu habitué à la canicule et ce désavantage sera amplifié par l'obligation de porter les combinaisons de guerre chimique et bactériologique. Colin Powell se disait convaincu hier que Saddam Hussein n'aura « aucun scrupule » à utiliser les armes de cette nature. Plusieurs éléments tendent à accréditer cette thèse : les menaces proférées par le président irakien et par son fils Oudai — promesses de « millions de morts » qui ne peuvent être le fait d'armes conventionnelles —, en plus de la délégation aux commandants de secteurs de l'armée irakienne de l'autorité d'ordonner l'usage d'armes de destruction massive.

Devant cette possibilité, le président Bush a lui-même délégué le pouvoir d'utiliser, comme mesure de rétorsion, des armes nucléaires tactiques, comme l'indiquait mardi une information divulguée par le *Washington Post*. Qui annonçait aussi qu'une enquête était en cours au Pentagone sur des allégations de « conduite inappropriée » du général Tommy Franks. Le commandant de la coalition à venir aurait entre autres permis à sa femme d'assister à des réunions classées secrètes.

Outre les enquêtes internes, les généraux américains n'aiment pas l'idée de garder pendant des mois une énorme concentration de forces comme celle présentement dans le Golfe et qui sera de 200 000 hommes à la fin du mois. Deux considérations : le moral et la sécurité des troupes alliées au fait que ces réguliers sont remplacés au pays par des réservistes que l'on ne peut pas appeler, libérer et rappeler indéfiniment. C'est sans parler du fait qu'ils doivent commencer à élaborer des plans pour faire face à la menace, plus urgente que Saddam Hussein selon plusieurs, émanant de la Corée du Nord. Qui a déjà en sa possession, on le rappelle, « une ou deux » bombes nucléaires.

Les Britanniques, de leur côté, se préparent à l'occupation de l'Irak de l'après Saddam Hussein, une opération, selon des officiers cités par la BBC, qui s'annonce « plus compliquée que la guerre elle-même ». Durée prévue : trois ans.

## Selon les services secrets britanniques l'Irak et Al-Qaeda ne seraient pas liés



ISABELLE HACHEY

LA PRESSE À LONDRES

BIEN QUE le premier ministre de la Grande-Bretagne, Tony Blair, s'efforce de convaincre ses alliés du danger que représente l'Irak pour la sécurité du monde, les services de renseignements de son propre gouvernement sont d'avis que le régime de Saddam Hussein ne cultive aucun lien avec le réseau Al-Qaeda.

« Bien qu'il y ait eu des contacts entre Al-Qaeda et le régime irakien dans le passé, nous croyons que ces relations naissantes se sont effondrées en raison d'une méfiance et d'une idéologie incompatible », peut-on lire dans un document ultra-confidentiel rédigé par les services de renseignements du ministère de la Défense, que la BBC a obtenu.

Le document note ce que de nombreux observateurs du monde arabe répètent depuis des mois : Saddam Hussein et Oussama ben Laden forment des alliés improbables. « Bien que les entraînements des membres d'Al-Qaeda puissent s'être poursuivis en Irak, nous croyons que ben Laden considère le gouvernement baasiste comme un régime apostat. Son désir de rétablir un califat islamique,

dont la capitale était Bagdad, est en conflit idéologique avec l'Irak moderne. »

Depuis quelques jours, Londres et Washington ont durci le ton dans l'espoir de convaincre des alliés européens sceptiques de se joindre à une offensive contre l'Irak. Tous deux ont accusé Bagdad d'entretenir des liens avec le réseau terroriste jugé responsable des attentats du 11 septembre.

Hier, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a soutenu devant le Conseil de sécurité de l'ONU qu'un groupe terroriste lié à Al-Qaeda a pu poursuivre ses activités à Bagdad pendant plus de huit mois.

À Londres, M. Blair a maintenu que des liens existaient « indiscutablement » entre l'Irak et Al-Qaeda, mais a admis ne pas connaître l'étendue de ces contacts. « Ce n'est pas une situation statique. Nous avons constamment de nouvelles informations. » Il a affirmé ne pas avoir lu le document confidentiel, dont le gouvernement a toutefois confirmé l'authenticité.

Le leader libéral démocrate, Charles Kennedy, a jugé qu'en faisant des liens « qui ne sont pas là », le gouvernement risque de voir ses arguments en faveur de la guerre « affaiblis, sinon fatalement ébranlés ». M. Blair a rétorqué que le dossier contre Saddam n'était pas basé sur les liens entre l'Irak et Al-Qaeda et qu'il était « injuste de faire croire que nous tentons de pousser cela de façon à

cache un manque d'arguments au sujet des armes de destructions massives » détenues par l'Irak.

Au cours des derniers jours, des membres des services de renseignements se seraient pourtant inquiétés du fait que leur travail était de plus en plus « politisé », de façon à renforcer les arguments en faveur de la guerre. Le ministre des Affaires étrangères, Jack Straw, a nié que le gouvernement exagérât ou dénaturât les informations à ses propres fins politiques. Selon lui, l'Irak crée un « environnement permissif » dans lequel le réseau Al-Qaeda a la liberté de mener ses opérations.

À New York, M. Straw a remercié Colin Powell d'avoir « mis au jour la tromperie » du leader irakien et a fixé au 14 février la date limite pour que Bagdad démontre qu'il coopère avec les inspecteurs en désarmement de l'ONU. « Ces briefings ont confirmé nos pires craintes : l'Irak n'a pas l'intention de désarmer, ni de se soumettre aux résolutions de l'ONU », a dit le ministre, selon qui l'Irak a « choisi de repousser sa dernière occasion de parvenir à une solution pacifique ».

Le 14 février, le Conseil de sécurité recevra un nouveau rapport des inspecteurs. « Si la non-coopération continue, le Conseil devra assumer ses responsabilités », a prévenu M. Straw. Dès le lendemain, une seconde résolution autorisant le recours à la force pourrait être présentée au Conseil de sécurité, selon des sources diplomatiques citées hier par le *Financial Times*.

## À Washington, accueil très positif malgré des doutes



MARTIN VALLIÈRES

LA PRESSE À WASHINGTON

LA PRÉSENTATION du chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, a suscité des commentaires en général très positifs parmi les élus du Congrès à Washington, républicains et démocrates.

Même des analystes indépendants du milieu politique se déclaraient impressionnés de la teneur de certains arguments présentés par le secrétaire d'État. « C'était à la limite de ce qu'il fallait pour la crédibilité de ces arguments et la nécessité d'éviter de mettre à risque les sources

des renseignements », a indiqué Ruth Weldwood, professeur et analyste en droit international à l'Université Johns Hopkins, à Washington.

Parmi les politiciens à Washington, la présentation du secrétaire d'État, même bien accueillie, a alimenté le débat sur l'usage de la force militaire pour désarmer le régime de Saddam Hussein.

Chez les démocrates, plutôt sceptiques envers les projets guerriers en Irak de l'administration Bush, l'un des sénateurs les plus influents, Edward Kennedy, a convenu du « grand talent » de la présentation de M. Powell.

« Les arguments présentés par le secrétaire d'État laissent peu de doute sur le fait que Saddam Hussein est un tyran malfélique pour les Irakiens et dangereux pour la région du golfe Persique, a dit le sénateur du Massachusetts. Néanmoins, l'administration Bush n'a pas encore fait la preuve aux Américains qu'il serait jus-

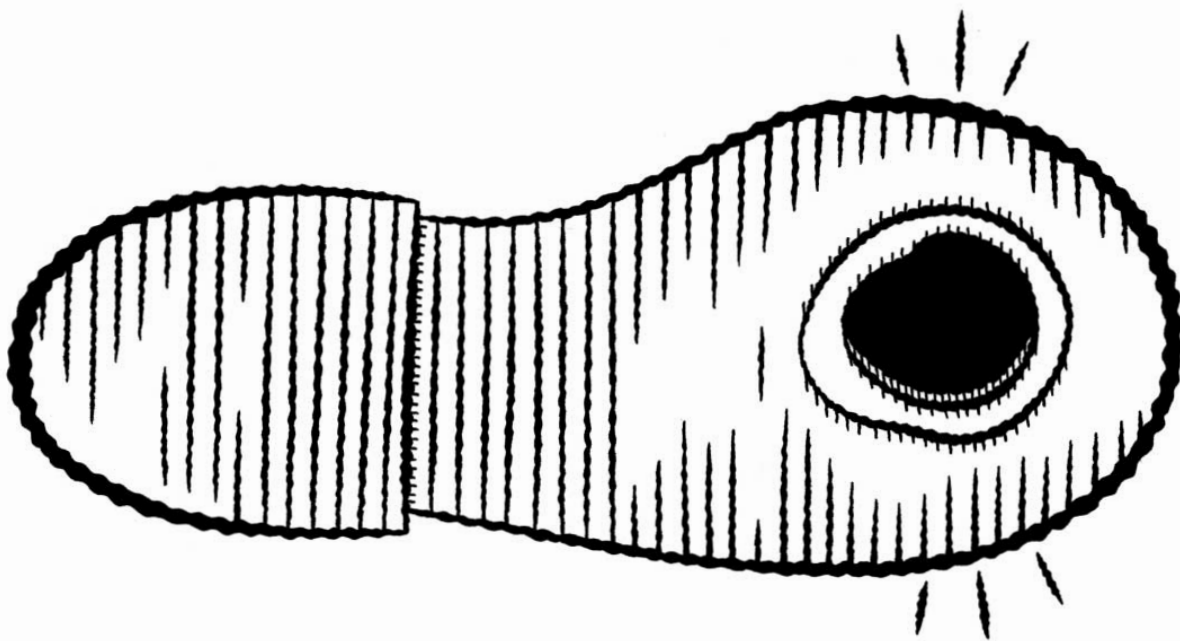
tifié de risquer la vie de milliers de leurs fils et filles pour désarmer Saddam. »

Le sénateur démocrate Jay Rockefeller, de la Virginie occidentale, qui est vice-président du comité sénatorial des services de renseignements, a aussi souligné la teneur de la présentation de Colin Powell. « Saddam Hussein est un danger de plus en plus évident. Mais je crois qu'il faut laisser encore une toute dernière chance aux inspections avant d'aller en guerre », a-t-il dit.

Parmi les républicains au Congrès, déjà gagnés aux intentions de l'administration Bush contre Bagdad, le président du comité sénatorial des affaires étrangères, Richard Lugar, a qualifié de « très puissante » la présentation du secrétaire d'État.

« Ça devrait suffire à convaincre les sceptiques au Conseil de sécurité et dans le reste du monde », a souhaité le sénateur de l'Indiana.

## Magasiner ça use, ça use.



Vous ne trouvez pas que ce serait bien de pouvoir comparer les voitures et les prix sans avoir à faire le tour de la ville ? Avec Accès Toyota, c'est facile. Il suffit de vous présenter au kiosque Internet d'un de nos concessionnaires pour voir comment on se mesure face à la concurrence. Vous y obtiendrez toute l'information dont vous avez besoin, tout en ménageant vos chaussures. Pour en savoir plus, visitez [acces.toyota.ca](http://acces.toyota.ca)

ACCÈS À L'INFORMATION

ACCÈS TOYOTA  
Une expérience d'achat tellement plus sympa





# IRAK LE COMPTE À REBOURS



«Il s'agit d'un spectacle à l'américaine, avec cascades et effets spéciaux.»

Le général Amer Al-Saadi, conseiller spécial de Saddam Hussein, qui a qualifié de «preuves fabriquées» et de «faux» les allégations lancées par Colin Powell

«Entre l'intervention militaire et un régime d'inspections insuffisant en raison d'un défaut de coopération de l'Irak, il faut choisir un renforcement décisif des moyens d'inspection.»

Dominique de Villepin, ministre français des Affaires étrangères

«Le message a été clair: tout le monde veut que l'Irak coopère activement et, s'il le fait, nous pouvons éviter la guerre.»

Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU

## RÉACTIONS

### IRAK Spectacle à l'américaine

LE RÉQUISITOIRE du secrétaire d'État américain, Colin Powell, contre l'Irak à l'ONU est un spectacle à l'américaine avec cascades et effets spéciaux », a déclaré à Bagdad le conseiller présidentiel irakien, le général Amer Al-Saadi. Il a affirmé, dans une conférence de presse, que ces enregistrements étaient « des preuves fabriquées et tout simplement des faux ». Saadi a soutenu que l'exposé de Powell était une « violation » du paragraphe 10 de la résolution 1441 sur les inspections du Conseil de sécurité, qui exige des pays membres de soumettre toutes les preuves en leur possession à la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection de l'ONU et à l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le ministre des Affaires étrangères, Naji Sabri, a pour sa part écrit que « l'Irak enverra au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et aux membres du Conseil de sécurité une réponse détaillée et globale à tous les mensonges » de Powell.

### ALLEMAGNE Question d'experts

LE MINISTRE allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a déclaré que le réquisitoire de Powell doit maintenant être examiné par des « experts en renseignement avant que nous puissions prendre une décision ». La décision de soutenir ou non les États-Unis dans le dossier irakien est « une décision politique, mais les décisions politiques doivent être basées sur des faits », a-t-il ajouté.

### EUROPE DE L'EST Pays intéressés

DIX PAYS d'Europe de l'Est qui veulent devenir membres de l'OTAN se sont rangés du côté des États-Unis, affirmant qu'il était désormais « clair » que l'Irak violait réellement les résolutions du Conseil de sécurité, dont la résolution 1441 ». Ce groupe rassemble les trois pays baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie), la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Albanie, la Croatie et la Macédoine. Selon eux, Powell a présenté « des preuves convaincantes ».

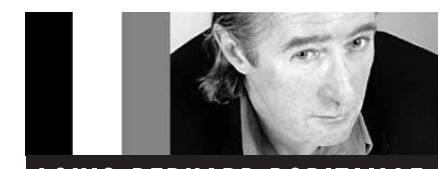
### BELGIQUE Pas convaincant

POWELL n'a pas présenté d'éléments suffisamment convaincants pour « justifier une attaque américaine », a estimé le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel. « On ne peut pas affirmer qu'il y ait des éléments neufs », a-t-il dit à la chaîne de télévision privée RTL-TVI. « À première vue, c'est une accumulation fort technique d'éléments un peu disparates. »

### SCANDINAVIE Solide

LES TROIS pays scandinaves ont réagi favorablement au discours, qualifié de « solidement étayé » par le chef du gouvernement suédois, Goeran Persson, et de « fort » par le ministre danois des Affaires étrangères, Per Stig Moeller. La Norvège a pour sa part qualifié les preuves contre l'Irak de « plus que solides ».

d'après AFP



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
collaboration spéciale

### LA PRESSE À PARIS

TEL QU'ON pouvait le prévoir, les « preuves » avancées par Colin Powell devant le Conseil de sécurité n'ont pas suffi à modifier la position de la France vis-à-vis d'une intervention militaire contre l'Irak : selon Paris, il faut poursuivre et intensifier les inspections de l'ONU sur le terrain. Pour des semaines ou des mois ? Comme tous les pays engagés dans cette partie diplomatique, Paris s'est bien gardé de s'enfermer dans un calendrier précis.

Tout au plus a-t-on noté que, dans son intervention au Conseil, le ministre des Affaires étrangères de la France, Dominique de Villepin, a affirmé avec plus de netteté que d'habitude que, en cas d'impasse, la France « n'exclut aucune option, y compris le recours à la force ». Bref, tout comme la Russie et la Chine, favorables à une poursuite de la mission Blix-ElBaradei, mais sans date butoir, la France a réaffirmé son opposition à une guerre à court terme, mais s'est gardé une porte de sortie.

À Paris, ni les responsables ni les observateurs ne s'attendaient à ce que les « preuves » fournies par Colin Powell soient si accablantes qu'elles justifient un revirement immédiat des pays hostiles à la guerre. Personne, bien entendu, ne se fait d'illusion sur la bonne foi du régime irakien et on suppose volontiers que des stocks d'armes chimiques ou bactériologiques ont été cachés en prévision d'une reprise des inspections. Mais, a dit hier M. de Villepin, « il faudrait, en cas d'intervention armée, expliquer



Photo REUTERS

Le ministre des Affaires étrangères de la France, Dominique de Villepin (à gauche), a serré la main au secrétaire d'État des États-Unis, Colin Powell, après la rencontre du Conseil de sécurité de l'ONU, hier.

au monde entier en quoi l'armement détenu par Saddam Hussein constitue une menace grave et immédiate pour ses voisins ».

Bref, pour le gouvernement et la grande majorité du monde politique français, le régime de Saddam est sans doute foncièrement mauvais et dissimulateur, mais, soumis à des bombardements depuis 10 ans et aujourd'hui à des inspections permanentes, il n'a plus à ce moment précis les moyens de constituer une menace pour la paix. Jusqu'à preuve du contraire.

# La France coincée entre le ralliement et la « crise historique » avec les É.-U.

À quelques nuances près, les représentants de l'opposition de gauche ont bien été obligés de se rallier à cette position médiane, qui s'oppose à la guerre sans l'exclure tout à fait : « À ce jour, je ne peux qu'approuver la position du président Chirac, a déclaré le vert Noël Mamère. Les preuves de la dangerosité de l'Irak n'ont pas été apportées, a déclaré le patron du Parti socialiste, François Hollande. Nul ne dit que Saddam Hussein est innocent. Il est même sans doute coupable. Mais la question n'est pas de savoir s'il est coupable, mais si nous devons faire la guerre. »

Non seulement l'opinion publique française est massivement hostile à la guerre — à peine moins qu'en Italie, qui bat tous les records en Europe, avec 72 % d'opposants —, mais encore les partisans d'un ralliement aux Américains sont-ils pratiquement introuvables. De la même manière que les opposants irréductibles à la guerre sont en très petit nombre. Parmi eux, on trouve pêle-mêle le leader du Front national, Jean-Marie Le Pen, le Parti communiste (aujourd'hui moribond), et quelques personnalités isolées plus ou moins soupçonnées d'appartenir à un vague « lobby arabe ». Par exemple, l'ancien ministre socialiste de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, qui avait démissionné en 1991 pour cause de guerre du Golfe : « Saddam, a-t-il dit hier, est un accusé sans avocat à qui on demande de faire la preuve de son innocence. »

La question aujourd'hui en France n'est pas de savoir si, comme en 1991, les Français se rallieront avec enthousiasme, à court terme, à l'option militaire. Cela paraît exclu. La vraie question est plutôt de savoir si, face à un régime irakien exécuté, les Français, mis au pied du mur, prendront le risque de s'opposer aux États-Unis.

Comme l'écrivait hier un éditorialiste de la radio publique, « l'exécuteur français se trouve dans une position délicate. Celle d'avoir à baisser pavillon avec les conséquences politiques et diplomatiques que l'on devine. Ou d'avoir à assumer une crise historique avec les États-Unis et une phase d'isolement qui ne serait pas sans conséquences sur le plan économique ».

## Les dates à retenir

> 8 novembre 2002 : Le Conseil de sécurité adopte la résolution 1441 qui somme l'Irak de coopérer avec les inspecteurs en désarmement, au risque de s'exposer à des conséquences graves.

> 7 décembre 2002 : L'Irak produit une déclaration de plus de 12 000 pages sur ses programmes d'armement.

> 27 janvier 2003 : les chefs des missions d'inspection, Hans Blix et Mohamed ElBaradei, présentent leur rapport au Conseil de sécurité.

> 5 février 2003 : Colin Powell plaide sa cause devant le Conseil de sécurité.

> 6 février 2003 : réunion extraordinaire de l'OTAN consacrée à la crise irakienne et aux demandes américaines de soutien en cas d'intervention militaire.

> 8 février 2003 : les inspecteurs Blix et ElBaradei retournent à Bagdad pour tenter d'assouplir la position de Saddam Hussein. Leurs demandes : pouvoir interviewer librement les scientifiques irakiens et pouvoir réaliser des

vols d'observation au-dessus du territoire irakien.

> 14 février 2003 : MM. Blix et ElBaradei reviennent devant le Conseil de sécurité pour un nouveau rapport. L'Irak a-t-il changé d'attitude ?

> Mi-mars 2003 : expiration du délai de six semaines donné à l'Irak par le président des États-Unis, George W. Bush, et le premier ministre de la Grande-Bretagne, Tony Blair.

## « Ici, j'ai le goût d'étudier! »

Le dimanche 9 février 2003 c'est journée **PORTES OUVERTES** à l'école de musique Vincent-d'Indy de 13h30 à 16h30



Saviez-vous que l'école de musique Vincent-d'Indy offre maintenant un vaste choix de programmes du collégial qui s'adressent autant aux futurs musiciens qu'à ceux qui désirent une bonne formation en musique tout en se dirigeant vers d'autres champs de spécialisation?

### Nos programmes

#### D.E.C. en musique

- Programme Musique
- Programme Musique / Langues
- Programme Musique / Mathématiques

#### Programmes jumelés

- Musique / Arts et Lettres (Vincent-d'Indy)
- Musique / Sciences de la nature (Vincent-d'Indy / Jean-de-Brébeuf)
- Musique / Sciences humaines (Vincent-d'Indy / Jean-de-Brébeuf)

#### D.E.C. en Arts et Lettres

- Programme Arts et Lettres (profil culture musicale)

ÉCOLE DE MUSIQUE

## Vincent-d'Indy

au rythme de ma passion

628, Chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5  
Téléphone: 514•735•5261 Télécopieur: 514•735•5266  
Courriel: admission@emvi.qc.ca — Site Web: emvi.qc.ca



## PRENEZ LES DEVANTS !

LA GESTION PUBLIQUE SE RENOUVELLE

# L'ENAP

- Programmes courts (15 crédits)
- Diplômes d'études supérieures (24 crédits)
- Maîtrise en administration publique (45 crédits)

RENCONTRE D'INFORMATION  
LE 11 FÉVRIER 2003 À 17 H 30

- À Montréal  
4750, avenue Henri-Julien  
Tél. : (514) 849-3449

1 800 808-3627  
www.enap.ca

Une formation supérieure en management public (2<sup>e</sup> cycle)

DÉPÔT DE CANDIDATURES : 15 MARS 2003

Université du Québec  
École nationale d'administration publique



# IRAK LE COMPTE À REBOURS



## Le Canada durcit le ton

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement Chrétien a nettement durci le ton, hier, à l'endroit de l'Irak après que le secrétaire d'État des États-Unis, Colin Powell, eut présenté devant l'ONU des preuves démontrant que le régime de Saddam Hussein ne respecte pas ses obligations internationales en matière de désarmement.

Le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, a déclaré que la présentation de M. Powell est « troublante et convaincante » et que le président irakien n'a plus beaucoup de temps devant lui pour éviter une guerre s'il ne collabore pas pleinement avec les inspecteurs en désarmement des Nations unies.

Cela dit, M. Graham a souligné que le Canada croit toujours que les inspecteurs de l'ONU doivent poursuivre leur travail et qu'il faut attendre le prochain rapport de l'inspecteur en

chef Hans Blix, le 14 février, avant de déterminer s'il est justifié de lancer une intervention militaire dirigée par les Américains.

« M. Powell a fourni une présentation troublante et convaincante qui montre que l'Irak essaie de tromper les inspecteurs. (...) À notre avis, la position du Canada, à savoir que ce sont les Nations unies qui doivent prendre leurs responsabilités, est (toujours) là », a déclaré en conférence de presse le ministre.

« Nous ne sommes pas au point où le recours à la force est nécessaire. Mais nous sommes rendus au point où nous n'avons pas beaucoup de temps pour que Saddam Hussein se conforme aux obligations de la résolution 1441 », a-t-il ajouté.

Interrogé à savoir si les preuves produites par M. Powell permettraient aux États-Unis de lancer une opération militaire sans l'approbation du Conseil de sécurité, M. Graham a refusé de se mouiller.

« Si M. Blix, après son retour de l'Irak, nous dit qu'il n'existe aucune chance que Saddam Hussein va coopérer avec les inspecteurs de l'ONU, je ne crois pas que ceux qui réclament davantage de temps seront entendus », a soumis le ministre.

« Nous voulons tous la paix. Nous voulons tous que Saddam Hussein se débarrasse de ses armes d'une manière pacifique. (...) Mais il est clair que beaucoup dépendra des paroles et du rapport de M. Blix », a-t-il dit.

Aux Communes, l'Alliance canadienne a tenté d'arracher au ministre Graham l'engagement que le Canada n'hésitera pas à se joindre aux États-Unis dès lors que l'administration Bush donnera le coup d'envoi à une intervention militaire même sans l'aval des Nations unies. De son côté, le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a fait valoir que les informations présentées par M. Powell « sont loin d'être suffisantes pour justifier une guerre contre l'Irak ».

## POWELL

Suite de la page A1

Affaires étrangères, Dominique de Villepin, en faisant part de la volonté de la France de « déployer des appareils d'observation Mirage 4 » pour aider les inspecteurs de l'ONU.

Diffusée en direct par toutes les grandes chaînes américaines, la présentation de Powell ne comportait pas de « preuves flagrantes », comme celle de l'ambassadeur américain Adlai Stevenson, qui avait réussi à retourner l'opinion publique mondiale en octobre 1962 en exhibant devant le Conseil de sécurité des documents photographiques qui prouvaient de manière irréfutable la présence de missiles soviétiques sur le territoire cubain.

Néanmoins, l'intervention du secrétaire d'État aura donné aux Nations unies, épicerie de la crise irakienne, l'impression de vivre des heures cruciales et une journée historique.

Devant un amphithéâtre bondé, Powell a présenté une photo satellite représentant selon lui des entrepôts de munitions et un véhicule de décontamination, puis une deuxième photographie montrant la disparition, avant la venue des inspecteurs de l'ONU, de ce véhicule et le nettoyage du site où, a-t-il précisé, les experts ne trouveront rien d'anormal.

« Ces faits soulèvent le soupçon inquiétant que l'Irak a été informé (de la venue des inspecteurs) », a déclaré le secrétaire d'État américain.

Powell a en outre diffusé l'enregistrement de conversations téléphoniques, dont l'une entre deux officiers irakiens démontrant selon lui que l'Irak a voulu dissimuler des éléments avant une visite des inspecteurs.

« Nous avons tout évacué. Il ne nous reste plus rien », y déclare un officier irakien à un autre.

Soutenant que « l'Irak pratiquait, au plus haut niveau, une politique d'esquive et de tromperie », le secrétaire d'État américain a accusé Bagdad d'avoir mis au point des laboratoires mobiles pour ses armes prohibées, montés dans des camions ou des wagons, afin de les dissimuler. Ces laboratoires peuvent servir à la production de bacille de charbon et de ricine, selon Powell.

Le chef de la diplomatie américaine a aussi évoqué la présence en Irak de stocks d'agents chimiques s'élevant à entre 100 et 500 tonnes. Il a précisé que cette estimation des services de renseignement américains se basait sur une hypothèse basse, mais que de tels stocks permettraient déjà de charger quelque 16 000 roquettes.

À propos de la dizaine d'ogives chimiques vides découvertes récemment par les inspecteurs de l'ONU, il a estimé que ces dernières pourraient bien n'être que la « partie émergée de l'iceberg ».

À propos des armes biologiques, il a soutenu que les Irakiens n'avaient jamais « rendu de comptes sur l'ensemble des (stocks) qu'ils avaient reconnu posséder ». Il a affirmé que l'Irak avait la capacité de produire le virus de la variole et de l'utiliser comme arme.

Selon les informations présentées par Powell, l'Irak aurait par ailleurs utilisé des prisonniers condamnés à mort pour expérimenter des armes chimiques ou biologiques, et modifié des réservoirs de chasseurs-bombardiers Mirage pour disséminer des gaz mortels ou des armes bactériologiques.

Sur la question de l'arme nucléaire, le secrétaire d'État a affirmé que Saddam Hussein avait « de manière répétée cherché à acquérir des tubes d'aluminium à haute définition de 11 pays différents, même après la reprise des inspections ».

Quant aux liens de l'Irak avec Al-Qaeda, Powell a montré une série de diagrammes avec photos, dont celle de al-Zarkaoui, membre connu d'Al-Qaeda, qui dirige un groupe, Ansar al-Islam.

« En décembre 2000, l'Irak a entraîné au maniement des armes chimiques et bactériologiques deux membres de réseaux terroristes liés à Al-Qaeda », a affirmé Powell.

Les chefs des inspecteurs en désarmement, Hans Blix et Mohamed ElBaradei, qui doivent se rendre samedi prochain à Bagdad à l'invitation des autorités irakiennes, présenteront le 14 février un nouveau rapport sur les progrès des inspections en Irak.

Selon le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, la date du 14 février sera « cruciale ».

« Si la non-coopération (de l'Irak) continue, le Conseil devra faire face à ses responsabilités », a dit Straw devant le Conseil de sécurité.

# Mon REER me donne du swing

## Plus d'économies d'impôt, plus de bon temps

Le REER du Fonds de solidarité FTQ vous procure 30% plus d'économies d'impôt qu'un REER conventionnel. C'est 30% plus d'argent qui vous revient maintenant. À vous d'en profiter!

### Région de Montréal

#### Siège social

8717, rue Berri  
Montréal



#### Laval

Bureau 138  
1800, boul. Le Corbusier

#### Pointe-Claire NOUVEL EMPLACEMENT

Bureau 100  
955, boul. Saint-Jean

#### Centre-Ville

Tour Industrielle-Vie  
Bureau 950  
2000, avenue McGill College  
(angle de Maisonneuve)



#### Brossard

Bureau 108  
6300, avenue Auteuil  
(au sud du boul. Taschereau)

#### Pointe-aux-Trembles

13313, rue Sherbrooke Est  
(angle 36<sup>e</sup> avenue - Autoroute 40,  
sortie boulevard Tricentenaire)

**(514) 383-FONDS**

**1 800 567-FONDS** [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com)

La valeur de l'action fluctue. Pour des renseignements détaillés sur les actions du Fonds, consultez le prospectus offert à nos bureaux.



**FONDS**  
de solidarité FTQ  
*La force du travail*

# Pénurie de suppléants à la CSDM

TRISTAN PÉLOQUIN

Confrontée à un taux d'absentéisme plus élevé qu'à la normale, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) est obligée de recruter parmi les étudiants en cours de formation pour pallier une pénurie d'enseignants suppléants qualifiés.

« Sans dire que ce soit une pratique extrêmement fréquente, nous n'avons pas le choix de fonctionner de cette façon, explique Jacques Turmel, directeur des ressources humaines à la CSDM. À cette période de l'année, il y a énormément d'enseignants qui s'absentent à cause d'une grippe ou d'une autre maladie. Notre banque d'enseignants suppléants est donc extrêmement sollicitée, particulièrement pour les remplacements d'un jour ou deux », dit M. Turmel.

La CSDM, comme beaucoup d'autres commissions scolaires qui sont confrontées au même problème, fait donc appel à des étudiants de troisième et quatrième année inscrits au baccalauréat en enseignement dans l'une des universités québécoises. « C'est vrai que ce n'est pas la situation idéale, mais ces étudiants sont déjà largement qualifiés puisqu'ils ont complété au moins un stage au sein d'une école », dit-il.

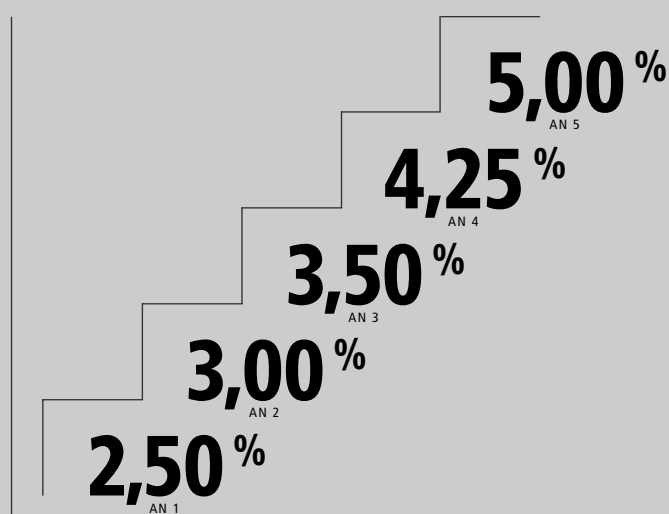
Selon lui, bien qu'il n'y ait rien de nouveau dans cette pratique, le recours aux étudiants serait devenu beaucoup plus fréquent depuis trois ou quatre ans, en raison d'un nombre élevé d'enseignants qui ont pris leur retraite.

À la Fédération des commissions scolaires du Québec, on indique même que dans certains cas, les suppléants embauchés par les écoles n'ont pas la moindre formation universitaire. « C'est très rare que ça se produise, mais quand c'est le cas, on s'assure au préalable que la personne a au moins le profil nécessaire », affirme le conseiller Bernard Tremblay, porte-parole en matière de ressources humaines.

Selon l'Alliance des professeurs de Montréal, le syndicat qui représente les enseignants de la CSDM, cette situation cache toutefois un problème plus sérieux. « S'il manque autant de suppléants, c'est parce que les compressions des dernières années ont complètement épuisé les enseignants, qui sont davantage portés à s'absenter, dit le conseiller syndical Yves Parenteau. En ne faisant rien pour améliorer nos conditions de travail, le gouvernement nous entraîne tout simplement dans un cercle vicieux qui ne fait que nuire à la qualité de l'enseignement. » « Quand c'est rendu que des orthopédagogues ou des enseignants de musique doivent remplacer leurs collègues, on ne peut pas dire que ce soit l'idéal ! » lance-t-il.

Canada

## OBLIGATION À PRIME DU CANADA



ÉMISSION 31 - TAUX ANNUEL COMPOSÉ DE 3,64 % APRÈS 5 ANS

## en cette période des REER, reprenez deux mots : rendement garanti

### OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA

2,00%

AN 1

ÉMISSION 82

**Nouvelles Obligations d'épargne du Canada un excellent mode d'épargne. c'est garanti.**

\*Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps.

C'est le moment ou jamais d'acheter les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada. Elles sont un excellent choix pour les REER et jouissent de l'entière caution du gouvernement du Canada.

L'Obligation à prime du Canada est encaissable une fois l'an alors que l'Obligation d'épargne du Canada peut être rachetée en tout temps.

Le dernier délai des cotisations REER étant le 3 mars 2003, les achats d'obligations doivent avoir lieu au plus tard à cette date afin de recevoir un reçu officiel pour la déclaration de revenus 2002. Les achats en ligne ou par téléphone avec paiement par chèque doivent être effectués au plus tard le 24 février 2003.

Les porteurs d'obligations sont priés de noter qu'à partir du 1<sup>er</sup> mars 2003 les Obligations à prime du Canada de l'émission 13 porteront les taux susmentionnés.

Achetez vos titres à votre institution bancaire ou financière, en ligne ou par téléphone.\*

Pour acheter directement, consultez [www.oec.gc.ca](http://www.oec.gc.ca) ou composez 1 888 773-9999.



## VOTRE PRIME ESTÉE LAUDER



Chez Les Ailes de la Mode, jusqu'au 22 février 2003, obtenez cette prime avec tout achat de 35\$ ou plus de produits Estée Lauder.\*

- Boîtier de fards à paupières contenant les couleurs Eggshell, Twilight, Topaz et Chocolate
- Mascara recourbant extrême ILLUSIONIST en noir
- Rouge à lèvres Pure Color en Beige
- NOUVEAU: Resilience Lift Overnight Face and Throat Creme
- Resilience Lift Face and Throat Creme FPS 15
- Eau de parfum en vaporisateur Estée Lauder pleasures
- Fourre-tout avec ruban décoratif - couleur kiwi

\* Offre valable jusqu'à épuisement des stocks. Une prime par personne.



ESTÉE LAUDER



## PERFECTIONIST

Sérum correcteur de rides, sans rétinol, qui aide à adoucir instantanément l'aspect des ridules.

30 ml, 70\$

**AILES**  
LES AILES DE LA MODE

Nulle part ailleurs



CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE-À-PORTER



LA PORTER PARTOUT, ÇA VOUS RAPPORTE!

[www.lesailes.com](http://www.lesailes.com)

# 50\$ pour entendre Mario Dumont à l'UdeM

TRISTAN PÉLOQUIN

FRUSTRÉS DE devoir déboursier 50 \$ pour assister à un discours de Mario Dumont, qui sera prononcé, samedi, à l'Université de Montréal, un groupe d'étudiants de l'UQAM accuse le chef de l'ADQ de s'intéresser à la jeunesse pour des raisons pécuniaires seulement.

C'est du moins ce que laisse entendre un tract de la Coalition de la jeunesse contre Dumont et le néolibéralisme, qui a été distribué cette semaine dans plusieurs universités montréalaises.

Imprimé sous la forme d'un billet de 50 \$ arborant le visage de Mario Dumont, le tract invite notamment la population à aller assister gratuitement au congrès des jeunes adéquistes, qui se tiendra, samedi, au pavillon principal de l'Université de Montréal.

Au cours de ce congrès, M. Dumont entend prononcer un discours, mais les observateurs qui ne sont pas membres du parti devront déboursier 50 \$ pour l'entendre et pour participer aux autres activités du congrès.

« Dans ce genre d'événement, il est pratique courante de charger un certain montant aux observateurs qui ne sont pas membres, puisque



Mario Dumont

les organisateurs fournissent les repas et divers autres services », a indiqué, hier, une porte-parole de l'ADQ, jointe au téléphone.

L'ADQ affirme d'ailleurs qu'elle prendra les mesures nécessaires de sécurité pour éviter qu'un affrontement avec les membres de la Coalition de la jeunesse contre Dumont et le néolibéralisme tourne au vinaigre.

Dans un communiqué, la Coalition affirme avoir été mise sur pied le 25 novembre par une association étudiante de l'UQAM, dans le but de « défaire l'illusion (sic) que Mario Dumont représente la jeunesse et le changement ».

# Spécialistes: la menace de journées d'étude inquiète Legault

ALEXANDRE SIROIS

QUÉBEC s'inquiète de voir les médecins spécialistes inscrire de nouvelles journées d'étude à leur agenda des prochaines semaines et mise sur la reprise des négociations pour éviter que surviennent ces arrêts de travail lourds de conséquences.

C'est ce qu'a indiqué hier Anne Marcotte, la porte-parole du ministre de la Santé, François Legault. « Toutes nos énergies, actuellement, sont mises sur la reprise des négociations et, donc, la fin des moyens de pression et l'annulation des journées d'étude », a-t-elle déclaré.

La Presse révélait hier que la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) a invité ses membres à participer à une journée d'étude le 28 février, mais aussi à

suspendre leurs activités les 11, 12 et 13 février pour effectuer des arrêts de travail rotatifs, ainsi que le 17 février. Ils doivent en profiter pour dresser une liste précise des besoins de chaque hôpital du Québec pour ce qui est des effectifs et des équipements médicaux.

Le président de la FMSQ, Yves Dugré, a toutefois fait savoir que les journées d'étude seront annulées si une offre sérieuse de Québec permet la reprise des pourparlers, interrompus depuis décembre dernier.

« Le ministre est préoccupé et continue de suivre la situation de très près, a déclaré M<sup>me</sup> Marcotte. Et comme le Dr Dugré le disait hier, il y a des échanges quotidiens et on a la volonté que les négociations reprennent le plus rapidement possible. »

## LE CONFLIT DE TRAVAIL CHEZ VIDÉOTRON

# Les lock-outés ne savent toujours pas ce qui les attend

LOUISE LEDUC

IL Y A EU le printemps, puis les grandes canicules de l'été. Les feuilles sont tombées, les grands froids se sont installés. « Ça y est, on a vu passer les quatre saisons ! » résumait hier Jean-Philippe Gagnon, un lock-outé de Vidéotron, qui participait hier à une manifestation devant le complexe Guy-Favreau.

Neuf mois de conflit, de piquets. La situation explosive du printemps, faite de déclarations à l'emporte-pièce de part et d'autre et de casse du côté syndical, a fait place au huis clos le plus total. Les syndiqués ne sont plus informés de rien, aucune assemblée syndicale ne se tient. Se rapproche-t-on d'une entente ? S'en éloigne-t-on ? Avance-t-on en arrière ? Mystère. On sait que les deux parties négocient de façon intensive, mais on raconte que les discussions pourraient aussi bien aboutir que se rompre à tout moment.

Jean-Philippe Gagnon, lui, a décidé de faire contre mauvaise fortune bon cœur. « Je fais tous les jours mon piquetage de 6 h à 10 h, le matin. Comme cela, j'ai toute la journée devant moi. La grève aura au moins eu ça de bon : j'ai fini mon cégep, puis entrepris des études universitaires. »

Passé toujours quand on en est à son premier conflit de travail, mais quand le malheur frappe deux fois, comme chez les Perron... « Il y a d'abord eu ma femme, téléphoniste chez Bell, qui a perdu son emploi, puis moi, qui suis tombé en grève », raconte M. Perron.

Le revenu familial, qui était de 63 000 \$, il n'y a pas si longtemps, est maintenant de 39 000 \$ et encore, à condition que Micheline, aujourd'hui préposée aux bénéficiaires, fasse des heures supplémentaires. Les Perron, qui ont trois adolescents, s'apprentent à vendre leur voiture pour pouvoir conserver leur maison. « Cette grève démontre bien l'importance d'une loi anti-scabs, note M. Perron. L'employeur ne se presse pas, il prend tout son temps, parce que le conflit ne le pénalise pas. Nous, les employés, ne sommes que des pions. Tant que les actionnaires réalisent des profits ! »

### Banque alimentaire très sollicitée

Heureusement, il y a la banque alimentaire, qui aide entre 150 et 170 familles par semaine. Toutes les grandes centrales syndicales s'assurent de la maintenir à flot, tout comme bon nombre de citoyens ordinaires, dont cette dame qui fait un don anonyme depuis le début du lock-out avec une régularité d'horloge. « On a aussi fait des collectes de vivres dans des écoles, où des paniers ont été installés »,



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse

Beau temps, mauvais temps, les employés dressent leur piquet de grève, comme ici devant le complexe Guy-Favreau, en attendant des jours meilleurs.

raconte Laflèche Gilbert, responsable de la banque alimentaire.

Certains se trouvent des revenus d'appoint — peinture, travaux manuels de tout genre —, d'autres, comme Dominic St-Louis, ont décroché un emploi à temps plein en attendant de rentrer à Vidéotron. « Je suis maintenant préposé aux dossiers dans un hôpital, dit-il. C'est vraiment dur, parce que l'on ne sait pas du tout à quoi s'en tenir. On entend vaguement dire qu'il reste trois points à négocier, mais on ne sait pas du tout sur quel pied danser. »

Le conflit fait-il mal à Québec ? Dans une note de recherche, l'analyste Bob Bek, de CIBC Marchés mondiaux, ne le croit pas. « Les pannes ont cessé et les affaires ont repris assez normalement

malgré la grève, peut-on lire dans un avis rendu public le 24 janvier. En fait, le dernier trimestre a été plutôt bon, particulièrement compte tenu de la situation. »

Quand le conflit se terminera-t-il ? Selon la boule de cristal de la CIBC, « probablement au cours du prochain trimestre ».

En attendant, comment les employés de Vidéotron luttent-ils contre le désœuvrement ? Comment se distraient-ils ? « Sur les lignes de piquetage, on se lie d'amitié, explique Jean-Philippe Gagnon. Quand on rentre à la maison, on se met en réseau, puis on joue sur l'ordinateur ensemble ! »

La vente de 674 techniciens de Vidéotron à l'entreprise Entourage, qui agit maintenant comme sous-traitant, est à la source du conflit.

**Encan Public Encan Public Encan Public Encan Public Encan Public**

**ENCAN FINAL SANS RESTRICTION**

LES AVOCATS D'UN IMPORTATEUR NOUS ONT DONNÉ LE MANDAT DE VENDRE DES TAPIS PERSANS, DES MEUBLES DE LUXE IMPORTÉS ET DES PEINTURES À L'HUILE.

Pas de mise à prix ni réserve sur la plupart des articles

Nous devons vendre à l'encan le contenu d'un conteneur de 40 pieds. Tous les droits de douane ont été acquittés et les avocats de l'importateur nous ont ordonné de tout vendre à l'encan, pièce par pièce. Stock comprenant meubles italiens, peintures à l'huile originales, impressionnante collection de tapis orientaux faits main, chefs-d'œuvre en soie, nombreux tapis persans (iraniens) de différentes dimensions allant de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 18 pi et beaucoup plus encore.

**La balance des ballots seront ouverts durant l'inspection.**

**DIMANCHE 9 FÉVRIER À 13 H 30 PRÉCISES**  
(INSPECTION À COMPTER DE 13 H)  
**Hôtel Sheraton 4 points**  
6600, Côte-de-Liesse, Saint-Laurent

PAIEMENT: MASTERCARD, VISA, COMPTANT

**Encan Public Encan Public Encan Public Encan**

l'émotion en boîte

Bracelet orné d'une breloque en forme de cœur, en argent sterling, 225 \$.



**BIRKS**

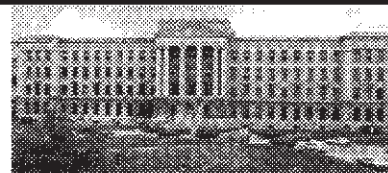
ARGENT. depuis 1879



1240, Square Phillips 397-2511 • Fairview Pointe-Claire  
Centre Rockland • Carrefour Laval • Promenades St-Bruno  
1 800 682 2622 www.birks.com

3115644A

**Portes ouvertes**  
**Collégial et 5<sup>e</sup> secondaire**  
le jeudi 6 février 2003 de 14 h à 21 h



**Brébeuf**

Une formation solide  
pour un avenir prometteur

### Les programmes offerts au collégial

Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collège essentiellement préuniversitaire.

#### Baccalauréat international

- Sciences de la nature (200.10) Sciences de la santé  
Sciences pures et appliquées
- Sciences humaines (300.10) Option Économie  
Option Histoire

#### Diplôme d'études collégiales

- Arts et Lettres (500.A0) Arts visuels et Communications  
Lettres, Théâtre et Communications  
Création multimédia et Communications
- Sciences de la nature (200.B0) Sciences de la santé  
Sciences pures et appliquées
- Sciences humaines ou de l'administration (300.A0) Étude de la dimension internationale  
Étude du comportement humain
- Sciences, Lettres et Arts (700.A0) Ce programme vise à fournir à l'étudiant une formation préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires.

#### Deux programmes en association avec l'école de musique Vincent-D'Indy

Réponse d'admission aux portes ouvertes si le dossier est complet

### 5<sup>e</sup> secondaire

#### Pour filles et garçons

- Option Sciences (chimie et physique)
- Option Sciences humaines

#### Les services

- Résidence (pour filles et garçons)
- Bourses d'aide financière et d'excellence  
Plus de 140 000 \$ versés annuellement

**Date limite pour une demande d'admission: le 1<sup>er</sup> mars 2003**



**Collège Jean-de-Brébeuf**  
3200, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec, H3T 1C1  
collégial: (514) 342-9342, poste 355 Télécopieur: (514) 342-1846  
secondaire: (514) 342-9342, poste 231 Télécopieur: (514) 342-2676  
www.brebeuf.qc.ca

3096321

# Un homme et ses surplus



VINCENT MARISSAL

« Je ne pensais jamais mettre autant d'argent sur la table pour la santé ! »

D'un ton incrédule, Jean Chrétien a lancé cette phrase en sortant de la salle de conférence de presse tard hier soir pendant que les premiers ministres des provinces continuaient de décrier l'avarice du gouvernement fédéral.

L'air renfrogné, les mains dans les poches, allant au pas de course comme pour quitter ses collègues provinciaux au plus vite, M. Chrétien ressemblait vaguement à Séraphin Poudrier. Il aurait lancé un retentissant « viande à chien » que les quelques journalistes qui ont assisté de près à sa sortie n'auraient même pas été surpris.

Ce n'est certainement pas l'envie de vociférer contre les provinces qui manquait au premier ministre. Un peu plus loin, au bout du couloir, M. Chrétien s'est arrêté une autre fois pour un nouveau point de presse improvisé avec la même poignée de scribes, un événement rarissime dans son cas. Pendant une fraction de seconde, même les journalistes sont restés interloqués.

Fallait-il qu'il en ait gros sur le cœur pour continuer ainsi à défendre sa position passé 21 h, après deux longues journées de négociations avec les provinces ?

Les provinces, ces ingrates ! Jamais satisfaites, jamais repues, toujours en train de critiquer le gouvernement fédéral.

« Romanow recommandait 15 milliards sur trois ans, a débité Jean Chrétien. Nous en avons donné plus de 17, mais ils disent que l'argent que nous avons promis il y a deux ans n'est pas du nouvel argent. C'est comme vous, si on vous donne une augmentation de salaire et l'autre année, on vous donne un bonus. Vous revenez me voir et vous me dites : je n'ai eu qu'un bonus parce que le contrat de mon augmentation de salaire date de deux ans. Come on ! »

Giflé quelques minutes plus tôt par les



Jean Chrétien à la conférence fédérale-provinciale sur la santé, hier.

chefs de gouvernement du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest qui ont rejeté théâtralement l'entente, et par Bernard Landry qui l'a traité de « fédéraliste prédateur », M. Chrétien a commenté dédaigneusement la réaction des provinces.

« Il n'y a pas que la santé, on a d'autres priorités : les gens en veulent pour la défense, pour l'environnement, pour Kyoto, pour les familles à revenus modestes. Il n'y a pas que la santé. On avait un accord pour cinq ans et j'ai eu la gentillesse de l'enlever et d'essayer d'en signer un nouveau avec plus d'argent. J'aurais pu m'asseoir et dire attendez dans deux ans, je ne serai même plus là. »

Il faut dire que les provinces ont quelque peu cassé le party de Jean Chrétien, qui te-

nait à en arriver à une entente historique. « Il faut plutôt parler d'un arrangement que d'une entente », a dit le porte-parole des provinces, Pat Binn, (de l'Île-du-Prince-Édouard) pour résumer l'ambiance.

Dure journée. Une fois les trois leaders des territoires du Nord partis, les autres premiers ministres ont tous corrigé à la baisse les chiffres avancés par Jean Chrétien. Selon eux, nous sommes encore très loin des sommes nécessaires pour assurer la pérennité du système de santé public. En bref, ont dit les provinces, on prend l'argent parce qu'on n'a pas le choix, mais on est loin du compte.

Un constat de demi-échec très dur à avaler pour Jean Chrétien, qui a admis lui-même au cours des dernières semaines que le fédéral doit en faire plus pour sauver le réseau de

la santé. Le premier ministre s'est même condamné à réussir en déclarant la semaine dernière qu'il était « d'humeur à régler des dossiers ».

Hier soir, il a parlé de simples mésententes comptables pour expliquer les divergences entre lui et ses collègues sur les sommes consenties aux provinces. Les premiers ministres provinciaux ont plutôt parlé de promesse brisée et de manque d'engagement d'Ottawa.

Bon joueur, Bernard Landry a vanté la grande flexibilité de Jean Chrétien au chapitre des fameuses conditions imposées aux provinces, mais il a du même souffle dénoncé sa « rigidité inexplicable » en ce qui a trait au financement.

S'il y a une chose que ce nouvel épisode fédéral-provincial a réussi à démontrer, c'est l'immense fossé qui sépare Jean Chrétien des provinces quand vient le temps de disposer des surplus budgétaires accumulés à Ottawa. Pour les provinces, ces surplus appartiennent à tous les Canadiens et devraient par conséquent être investis pour répondre à leurs priorités. Pour Jean Chrétien, les provinces ne sont que des enfants gâtés qui ne voient que leurs intérêts.

Il fallait voir M. Chrétien et les neuf premiers ministres provinciaux (l'Albertain Ralph Klein était déjà en route vers l'aéroport) à la grande table pour la conférence de presse finale, pour comprendre que ces gens-là n'avaient pas eu beaucoup de plaisir à se retrouver. La face longue, les lèvres serrées et les yeux rivés sur leur papier, les 10 hommes n'avaient pas envie de fêter. D'ailleurs, fêter quoi ? Les provinces sont reparties avec une portion seulement de ce qu'elles voulaient. Jean Chrétien, lui, a réussi à mécontenter tout le monde. Tous ces rapports (Romanow, Kirby, Séguin, Mazankowski) pour en arriver là ! Toutes ces promesses sur le renouvellement de la santé pour aboutir à ça. Toutes ces heures de négociations pour cette fin en queue de poisson.

En fin de règne, M. Chrétien voulait régler le problème. Malheureusement pour lui, et pour son successeur, il faudra reprendre ce pénible exercice. Le premier ministre voulait prescrire le remède aux maux du système de santé, mais il ne lui aura fourni qu'une nouvelle transfusion. D'ici un ou deux ans, les provinces reviendront à Ottawa se plaindre de souffrir d'anémie chronique.

## La santé ne servira pas de prétexte pour déclencher des élections

DENIS LESSARD

OTTAWA — Bien qu'il sorte « profondément malheureux » de la conférence fédérale-provinciale sur la santé, le premier ministre Bernard Landry ne compte pas se servir du différend avec Ottawa sur le financement pour déclencher des élections générales.

Déjà hier M. Landry évoquait la nécessité pour le Québec de revenir à la charge, probablement avec le successeur de M. Chrétien, a-t-il souligné, pour obtenir un financement suffisant. « On essaiera dans les mois qui viennent d'amener l'actuel premier ministre à plus de souplesse, si on échoue, on essaiera que son successeur soit plus souple sur le financement », a dit M. Landry, pendant que M. Chrétien regardait le plafond, dubitatif.

Le rapport de la commission Séguin, comme le rapport Romanow, établissait à 1,5 milliard par année les besoins du Québec en santé. Et M. Landry a précisé que les fonds débloqués dès cette année serviront immédiatement au financement d'un « vigoureux programme » préparé par le ministre Legault : « 800 millions (supplémentaires par année), c'est mieux que rien du tout, mais ce n'est pas assez ». « On va continuer le combat... démocratique, bien entendu », a lancé M. Landry.

La conférence finale a pris un tour amusant quand les deux vétérans politiques ont évoqué leurs vieilles discordes. M. Landry ne s'est pas fait prier pour parler d'un régime fédéral « prédateur et dominateur » qui a fait la sourde oreille aux demandes des provinces.

« Des gens qui ont un surplus de 41 milliards et qui vont en consacrer 29 % à la première priorité des Canadiens et des Québécois, ont une tendance à la prédation et à la domination », a dit M. Landry. Réplique immédiate de M. Chrétien : « C'est vrai qu'on a des surplus, il y eut un temps où M. Landry disait qu'on devait quitter le Canada parce qu'on était un pays en faillite, en train de crever... On est trop riches maintenant... on en discutera pendant longtemps ».

**Zytco** LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS  
CLASSIQUE, CATHÉDRALE,  
EUROPÉEN, CONSERVATOIRE,  
WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE  
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,  
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7  
WWW.ZYTCO.COM

VERRE SUPER-ISO-BLOCK  
Licence R.B.Q. 1983-2179-28  
514-335-2050  
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

### Ce numéro sans frais est payant :

# 1 800 463-5229

Année	Taux
1 <sup>o</sup>	2,50%
2 <sup>o</sup>	3,00%
3 <sup>o</sup>	3,50%
4 <sup>o</sup>	4,25%
5 <sup>o</sup>	5,00%
6 <sup>o</sup>	5,75%
7 <sup>o</sup>	6,25%
8 <sup>o</sup>	6,50%
9 <sup>o</sup>	7,00%
10 <sup>o</sup>	7,50%

3,50% la première année, incluant le boni de 1% pour les nouveaux fonds REER.

**REER**  
OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF  
Capital garanti à 100 %.  
Taux avantageux garantis pour 10 ans.  
Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.  
Achat à partir de 100 \$.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis du 11 janvier au 1<sup>er</sup> mars, de 10 h à 16 h.  
Passez nous voir au 2000, av. McGill College à Montréal, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.  
Visitez le [www.placementsqc.gouv.qc.ca](http://www.placementsqc.gouv.qc.ca)

Épargne Placements Québec

## SOLDE DE FÉVRIER

Les plus belles collections de vêtements 2002-2003

# 30% à 50% de rabais

Exclus : accessoires, gants, mitaines, tuques, cols roulés, sous-vêtements



- **REPENTIGNY**  
256, RUE NOTRE-DAME
- **BROSSARD**  
PLACE PORTOBELLO, BOUL. TASCHEREAU
- **LAVAL**  
3900, AUTOROUTE 440 OUEST
- **SAINT-LÉONARD**  
6705, BOUL. MÉTROPOLITAIN EST VOISIN DE GOLF SURFACE
- **JOLIETTE**  
20, PLACE BOURGET
- **TROIS-RIVIÈRES**  
CARREFOUR TROIS-RIVIÈRES OUEST

WWW.ANDRRELALONDESORTS.COM

25 ans ANDRÉ LALONDE SPORTS

## COUR INTERNATIONALE

# Les É.-U. sommés de surseoir à l'exécution de Mexicains

d'après AP et AFP

LA HAYE — Les États-Unis doivent surseoir à l'exécution de trois ressortissants mexicains condamnés à la peine de mort, a ordonné hier la Cour internationale de justice de La Haye.

Les 15 juges de l'instance de l'ONU ont considéré à l'unanimité qu'un délai était nécessaire alors que la cour enquête afin de déterminer si ces hommes — ainsi que 48 autres Mexicains condamnés à la peine de mort aux États-Unis — ont bien bénéficié de leur droit

d'obtenir une aide juridique des autorités mexicaines. Le juge Gilbert Guillaume, qui préside la cour, a déclaré que la CIJ soutenait les arguments du Mexique selon lequel l'exécution de ces hommes porterait atteinte de façon « irréparable » à leurs droits si la cour venait à se prononcer en faveur de la position mexicaine.

Le Mexique a intenté une action contre les États-Unis le mois dernier, demandant à la cour de surseoir à l'exécution de ses 51 ressortissants condamnés à la peine capitale sur le sol américain.

Mexico avait affirmé disposer d'informations indiquant que les aveux de certains condamnés avaient été obtenus sous la pression et que certains de ses ressortissants avaient été condamnés en dépit de leurs insuffisances mentales.

« Les États-Unis doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que (ces hommes) ne seront pas exécutés dans l'attente du jugement définitif », a souligné le juge Gilbert Guillaume.

La Cour a demandé aux États-Unis de surseoir à l'exécution de Cesar Fierro, de Roberto Ramos et

d'Oswaldo Torres Aguilera, qui ont épuisé tous leurs recours et dont la date d'exécution devait prochainement être fixée.

Quant aux autres personnes énumérées dans la requête du Mexique, la cour a estimé « qu'elles se trouvent dans une situation différente », et a indiqué qu'elle prendra le cas échéant « des mesures conservatoires à leur égard, avant que soit rendu l'arrêt définitif ».

« La Cour a pris une décision allant dans le sens de ce qu'a demandé le Mexique. Cette décision renforce le droit international », a

estimé l'ambassadeur du Mexique, Santiago Onate. Les représentants des États-Unis ont pour leur part refusé de commenter la décision.

Sur le fond, le Mexique estime que les États-Unis n'ont pas respecté, dans l'ensemble des cas évoqués, leurs engagements internationaux, en violation de la convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires.

Aux termes de cette convention, les pays signataires ont l'obligation de prévenir chaque accusé étranger de son droit à une assistance consulaire.

## Défense antimissile: Londres se rallie à Washington

d'après AFP

LONDRES — La décision, hier, du gouvernement britannique de se rallier au projet américain de défense antimissile scelle une alliance stratégique entre Londres et Washington destinée à se protéger contre des États « hors la loi » comme l'Irak et la Corée du Nord.

Londres a répondu positivement à la demande américaine d'utiliser des radars britanniques nécessaires au projet de bouclier antimissile, a annoncé hier le ministre de la Défense, Geoff Hoon, dans une déclaration écrite aux Communes.

Par cet accord formel, Londres donne un signal supplémentaire du renforcement des liens en matière de défense avec Washington au moment où les deux pays menacent d'action militaire l'Irak, qu'ils accusent de développer des armes de destruction massive.

Londres voit également dans cette alliance des perspectives pour l'industrie britannique. Hoon a d'ailleurs confirmé qu'un protocole d'accord serait négocié avec les États-Unis « pour donner à l'industrie britannique les meilleures opportunités possibles de remporter des contrats dans le programme américain ».

Londres avait déjà indiqué le 15 janvier qu'elle s'appropriait à donner son accord à la requête de Washington d'inclure la station radar de Fylingdales, dans le Yorkshire (nord de l'Angleterre), au sein du système d'alerte du futur bouclier antimissile américain.

Fylingdales est opérationnel depuis 1963 et fait déjà partie d'une chaîne de radars installés en Alaska, en Californie, au Massachusetts et au Groenland (Thulé).

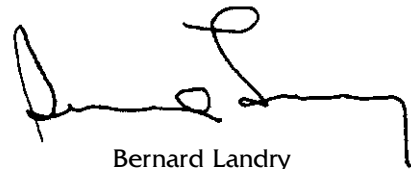
Survivances de la guerre froide, ces installations sont destinées à donner l'alerte en cas d'attaque de missiles tirés contre les États-Unis. Les modifications apportées porteront sur les systèmes informatiques, a précisé Hoon.

Le lancement du projet américain de bouclier antimissile, avec le déploiement initial dès 2004 de dix fusées d'interception en Alaska, en Californie et en mer, a été officialisé en décembre 2002 par le président George W. Bush.

## HOMMAGE À UN PIONNIER DU JAZZ AU QUÉBEC

## Charles Biddle 1926 • 2003

Pour avoir contribué au rayonnement du Québec sur la scène internationale du jazz, les Québécoises et les Québécois vous disent merci. Vous resterez toujours **Monsieur Jazz Montréal!**



Bernard Landry  
Premier ministre du Québec



Photo: Gracieuseté du Festival International de Jazz de Montréal

Québec 

# tangonomisez !



départ de Montréal tarifs aller simple à partir de

**89\$**

Halifax

Les billets doivent être achetés au plus tard le 13 fév. 2003. Les voyages doivent être effectués les mardis et les mercredis, et doivent être complétés au plus tard le 26 fév. 2003.

**92\$**

Toronto

Les billets doivent être achetés et les voyages complétés le 31 mars 2003.

**99\$**

Winnipeg

Les billets doivent être achetés au plus tard le 13 février 2003. Les voyages doivent être effectués les mardis et les mercredis, et doivent être complétés au plus tard le 2 avril 2003.

**99\$**

Thunder Bay

**149\$**

Calgary  
Edmonton

**149\$**

Regina  
Saskatoon

**149\$**

Orlando  
Fort Lauderdale

**199\$**

Vancouver

Obtenez des milles-bonis Aéroplan  
Cliquez à [aeroplan.com](http://aeroplan.com) pour tous les détails

Si vous aimez combiner bas prix et milles Aéroplan<sup>MD</sup> à chaque voyage, vous adorerez tango. Passez au [voltango.com](http://voltango.com) pour découvrir d'autres tarifs spéciaux et dates de voyage. Réservez en ligne et économisez 5\$ additionnels! Sinon, consultez votre agent de voyages ou appelez-nous au **1 800 315-1390**. Service aux personnes malentendantes (ATS) 1 800 361-8071.

**Bas tarifs aller simple. ~ Aucun achat requis à l'avance. ~ Aucune obligation de séjour le samedi soir. ~ Milles Aéroplan**

OPÉRATIONS APPROUVÉES

Les billets doivent être achetés au plus tard le 13 février 2003 pour déplacements les mardis et mercredis. Tous les voyages doivent prendre fin au plus tard le 2 avril 2003. Toronto: Les billets doivent être achetés et les voyages doivent prendre fin au plus tard le 31 mars, 2003. Halifax: Tous les voyages doivent prendre fin au plus tard le 26 février 2003. Tarifs de chaque trajet basés sur un aller simple, applicables aux nouvelles réservations et les billets sont totalement non remboursables. Les taxes, les redevances de navigation NAV CANADA, les frais d'assurance, de carburant et d'aéroport, le droit à la sécurité des passagers du transport aérien jusqu'à 12 \$ ne sont pas inclus. Les modalités et conditions peuvent différer des règlements et conditions tarifaires habituels d'Air Canada. Les billets émis pour les services Tango<sup>SM</sup> par Air Canada ne peuvent être utilisés sur les services réguliers d'Air Canada. Les vols sont assurés sur des appareils d'Air Canada (faisant affaire sous le nom de Tango<sup>SM</sup> par Air Canada). L'accumulation de milles représente 50% des milles parcourus avec un minimum de 250 milles et ne constituent pas des milles admissibles à l'atteinte d'un statut supérieur. Offre Aéroplan<sup>SM</sup>: Vous devez être membre Aéroplan<sup>SM</sup> au moment du voyage. Applicable à toutes les classes de réservation admissibles pour l'accumulation de milles Aéroplan<sup>SM</sup> sur les vols assurés par Air Canada (incluant le service Tango<sup>SM</sup> par Air Canada), les vols à quatre chiffres d'Air Canada exploités par Air Georgian Ltd, Central Mountain Air, et Air Labrador. Les vols exploités par Jazz Air Inc. (faisant affaire sous la raison sociale d'Air Canada Jazz) ou Zip Air Inc. ainsi que sur les vols sans escale de Lufthansa ou de Mexicana en partance ou à destination du Canada. Les vols en partance ou à destination de la Floride, des Caraïbes et d'Hawaii sont exclus de cette promotion. Les membres Aéroplan<sup>SM</sup> peuvent accumuler un maximum de 15 000 milles Aéroplan<sup>SM</sup>. Les taxes, d'autres frais et suppléments de même que les droits d'atterrissage et de départ peuvent s'appliquer aux primes-voyages Aéroplan<sup>SM</sup>. Pour tous les détails, visitez [aeroplan.com](http://aeroplan.com). Certaines conditions s'appliquent. Aéroplan<sup>SM</sup> est une marque déposée. Tango<sup>SM</sup> par Air Canada est une marque de commerce d'Air Canada.

# La Corée du Nord fait redémarrer ses installations nucléaires

## Les États-Unis demandent à Pyongyang de se raviser

d'après AFP

SÉOUL — La Corée du Nord a annoncé hier avoir remis en service à un rythme normal ses installations nucléaires pour produire de l'électricité, selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA citant un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

La Corée du Nord « a déjà solennellement déclaré que ses activités nucléaires seraient limitées à une utilisation pacifique, incluant la production d'électricité », a-t-il ajouté.

Les États-Unis ont demandé hier à la Corée du Nord de revenir sur sa décision de redémarrer ses

installations nucléaires. « Si cela (la remise en marche) est vrai, cela représenterait un développement très grave », a déclaré un responsable du département d'État.

« Nous appelons la Corée du Nord à faire marche arrière sur cette action ainsi que sur d'autres démarches prises qui violent ses engagements internationaux », a ajouté ce responsable sous le couvert de l'anonymat.

Selon les États-Unis, ces installations, y compris la centrale nucléaire de Yongbyon, peuvent être utilisées pour fabriquer les ingrédients d'armes nucléaires.

« La Corée du Nord doit renoncer visiblement, de façon vérifiable

et irréversible, à son programme d'armes nucléaires », a ajouté le responsable.

La Corée du Nord, qui est confrontée à de graves problèmes énergétiques, avait averti qu'elle allait relancer ses centrales nucléaires pour compenser l'arrêt, fin 2002, des livraisons de pétrole en provenance des États-Unis, après que Pyongyang eut reconnu mener un programme nucléaire militaire secret.

Un accord signé en 1994 prévoyait que les États-Unis fourniraient du pétrole en échange de l'arrêt du programme nucléaire nord-coréen.

À la suite de l'arrêt des livraisons de pétrole, la centrale nu-

cléaire de Yongbyon, capable de produire du plutonium à usage militaire, a été remise en service.

Pyongyang s'est attiré les foudres de la communauté internationale quand elle a annoncé le 10 janvier dernier son retrait immédiat du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

« Le sentiment général est que la Corée du Nord marche à reculons dans l'histoire en s'enfonçant dans un plus grand isolement. Cela représente un véritable revers pour le peuple nord-coréen », a déclaré hier le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, réagissant à la décision de Pyongyang de procéder au redémarrage.

Les autorités américaines avaient

affirmé vendredi que des satellites espion américains avaient détecté des activités suspectes dans la centrale de Yongbyon, laissant penser à un possible déplacement de plutonium pouvant servir à la confection d'armes nucléaires.

Elles avaient ainsi confirmé en termes généraux des informations du *New York Times* selon lequel des satellites avaient repéré des camions apparemment en train d'enlever 8000 barres de combustible nucléaire stockées à la centrale de Yongbyon.

La Corée du Nord a averti hier qu'elle répondrait par des contre-mesures si les États-Unis renforçaient leur arsenal militaire autour de la péninsule.

# Aide aux Palestiniens : l'UE enquête sur de présumées fraudes

d'après AFP

BRUXELLES — L'Office de lutte antifraude de l'Union européenne (OLAF) a annoncé hier avoir ouvert une enquête sur de présumés « détournements » de fonds européens versés à l'Autorité palestinienne.

Dans un communiqué, l'OLAF a précisé que son action était « en relation avec des allégations de détournements de fonds octroyés par l'Union européenne, dans le cadre de l'aide budgétaire de l'UE à l'Autorité palestinienne » et se fondait sur des « informations reçues ces derniers mois de sources différentes ».

L'Office antifraude, qui est un organisme indépendant, fait état d'une « enquête externe », ce qui signifie que les soupçons pèsent sur l'utilisation des fonds sur place et non sur d'éventuels dysfonctionnements internes au sein des institutions européennes.

L'annonce intervient au lendemain de la demande par 170 eurodéputés de l'ouverture d'une enquête par le Parlement européen sur des soupçons de corruption et d'un éventuel financement d'attentats anti-israéliens grâce à des fonds européens.

L'État hébreu avait déjà porté des accusations du même ordre mais la Commission européenne, qui supervise le versement des fonds, a toujours assuré qu'il n'y avait « aucune preuve » de détournement à des fins terroristes de l'argent européen.

L'UE verse actuellement environ 10 millions d'euros par mois au budget de l'Autorité palestinienne.

L'enquête de l'OLAF pourrait conduire à une suspension du versement des fonds par la Commission.

# Renfort militaire français en Côte d'Ivoire

d'après AP et AFP

ABIDJAN — La France a annoncé hier le renforcement de son dispositif militaire en Côte d'Ivoire pour assurer la sécurité des ressortissants étrangers.

Paris va dépêcher 450 soldats, dont 150 membres des forces spéciales, d'ici demain à Abidjan, selon le ministère français de la Défense. Ils renforceront les effectifs de l'opération « Licorne », qui dépasseront les 3000 hommes.

L'évacuation des quelque 15 000 Français de Côte d'Ivoire « n'est toujours pas d'actualité », a toutefois déclaré le ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie.

Hier, 10 000 partisans du président ivoirien Laurent Gbagbo ont manifesté pacifiquement — contrairement aux protestations violentes de la semaine dernière — devant l'ambassade de France. Dénonçant l'accord de Linas-Marcoussis conclu le 24 janvier dernier sous l'égide de la France, ils ont scandé des slogans hostiles à Paris tels que « Chirac assassins ! ».

La manifestation s'est déroulée dans le calme, mais par mesure de précaution, les magasins et les banques situés aux alentours étaient fermés. La plupart des écoles, qui avaient fermé voilà 12 jours, n'ont toujours pas rouvert leurs portes.

Toujours silencieux, Gbagbo s'est de son côté rendu hier au Ghana pour discuter de la crise avec le président John Kufuor, président en exercice de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Un sommet de chefs d'État pourrait se tenir ce week-end sur la crise ivoirienne, a annoncé hier le président sénégalais, Abdoulaye Wade.



Photo AFP

# Manifestation anti-ALENA au Mexique

À Mexico, la police a arrêté hier, près du monument consacré à l'indépendance du pays, 19 manifestants qui dénonçaient l'Accord de libre-échange nord-américain. Ils avaient accroché une immense banderole au monument.

## Faites vite, avant que notre comptable ne revienne de ses vacances!

Ouvert exceptionnellement le dimanche de midi à 17 h

Visitez-nous durant le Solde 123<sup>e</sup> anniversaire et économisez de 20% à 50% sur toute la marchandise en magasin!

Armoires, meubles, buffets et secrétaires importés d'Europe

Fauteuil à dossier ovale, cadre acajou, imprimé léopard, de Vanguard	3429	1995
Fauteuil Louis XV en noyer antique, cuir ton acajou, d'Italie	3195	1995
Fauteuil piqué et repose-pieds Plantation, cadre acajou rouge, imprimé guépard	3725	2295
Bergère à pieds Queen Anne, cadre biscuit antique, paisley bleu mer pâle	5329	2579
Fauteuil Louis XVI à cadre doré, larges rayures rouge/or, de Sherrill	4289	2795

## Faites vite! Dernière semaine du Solde d'anniversaire!

La vente continue aussi dans notre Boutique Évolution. Voyez notre exquise collection de meubles contemporains aux lignes fluides et pures.

Fauteuil club quadrillé vert sauge pâle, de Bradington Young	2299	1375
Fauteuil club quadrillé vert sauge pâle, de Bradington Young	2599	1595
Bergère à jupette toile de Jouy crème/bleu, de Century	3049	1749
Fauteuil club ton laiton antique, touches petits fruits, de Vanguard	3249	1775
Causeuse à dossier ondulé double, damassé ivoire, de Drexel Heritage	6595	1995
Canapé damassé vert pomme, appuie-bras hauts, coussins contrastants, de Sherrill	4995	2195
Fauteuil club rayé taupe/or, avec appuie-bras Charles of London, de Vanguard	3955	2495
Fauteuil club tapisserie sauge/or/paprika, de Vanguard	4299	2579
Canapé à dossier piqué chenille or, jupette frangée noire et coussins imprimés	4449	2795
Canapé chiné imprimé botanique rose/rouge/vert/ivoire, de Vanguard	5225	2795
Canapé imprimé toile de Jouy bleu pâle et crème, de Century	5225	2895
Causeuse, chiné floral multicolore, jupette plissée, de Century	5499	3495
Canapé chenille à imprimé or/bleu mer, jupette frangée or, de Sherrill	6795	3795
Canapé à dossier piqué rouge foncé, coussins fleuris contrastants, de Sherrill	7649	4295
Canapé à haut dossier, bronze/rouge/bleu thème vendanges, de Vanguard	8195	4795

Et la liste continue... Venez profiter de rabais sur des milliers d'autres articles en provenance du monde entier!

<h3>Society Hill de Pennsylvania House</h3> <p>Chambre à coucher rustique 7 pièces en érable clair, comprenant 1 très grand lit à panneau et tournaux, 1 chiffonnier, 1 miroir paysager, 1 bureau avec armoire à tiroir et 2 tables de chevet assorties avec tablette coulissante.</p> <p>Prix cour. 16 599 \$</p> <p style="text-align: right;">Solde <b>8 495 \$</b></p>	<h3>Capri de Stanley</h3> <p>Chambre à coucher d'inspiration néoclassique en érable miel, avec garnitures noyer et érable madré. L'ensemble 6 pièces comprend : 1 tête de lit très grand format, 2 tables de chevet avec portes, 1 commode triple, 1 miroir à trois volets et 1 grande armoire à fronton.</p> <p>Prix cour. 16 869 \$</p> <p style="text-align: right;">Solde <b>9 995 \$</b></p>	<h3>Regency Mahogany de Baker</h3> <p>Salle à manger de style Empire 10 pièces en acajou comprenant 1 table à double piétement et incrustation, 1 buffet 2 corps garni de laiton, 2 fauteuils en soie rayée ivoire et bleu pâle et 6 chaises assorties.</p> <p>Prix cour. 75 985 \$</p> <p style="text-align: right;">Solde <b>34 995 \$</b></p>
--	---	--

Téléchargez la liste complète des articles en solde au :

Des meubles sans pareil!

8300 Devonshire, Montréal - (514) 342-0050

3104857A



**GolfSurface**

**Le plus grand magasin de golf au Canada**

**Grand solde annuel d'entrepôt**  
**Aujourd'hui 9h30**

**Sac «Stand Bag»**  
**TaylorMade**

Valeur de 219,99\$  
**Solde d'entrepôt**  
**99<sup>99</sup>**

Quant. disponible 36.

**Bois #1** **ADAMSGOLF**  
www.adamsgolf.com

SC Titanium  
Tige graphite

Quant. disponible 40

Valeur de 499,99\$  
**Solde d'entrepôt**  
**99<sup>99</sup>**

**Balles Pinnacle**

**Solde d'entrepôt**  
**9<sup>99</sup>** la douzaine  
**VRAC «logo»**

Quant. disponible 500 dz.  
Maximum 2 dz par client

**Balles**

**Strata** Solde d'entrepôt  
Tour Ultimate  
Val. de 52,99\$/dz  
Quant. disp. 1000 dz. pour 2 dz  
**49<sup>99</sup>**

**Dunlop DDH**  
Boîtes de 18 balles Solde d'entrepôt  
Val. de 29,99\$ ch.  
Quant. disp. 1000 btes.  
**29<sup>99</sup>**  
2 boîtes / de 18 balles

**Gants**

**Etonic**  
AC Grip pour hommes et femmes  
Valeur de 16,99\$ ch.  
**3 pour 19<sup>99</sup>**

Maximum 3 par client.

**Chariots**

**Chariot Inex**

- Acier
- Support à bouteille
- Support pour carte de pointage

Valeur de 55,00\$  
**Solde d'entrepôt**  
**29<sup>99</sup>**

Quant. disponible 100

**Bois #1 Taylor-Made «démon»**

Série 300  
**149<sup>99</sup>**

Série 320-360  
**199<sup>99</sup>**

Valeur de 599,99\$ en 2002. Quant. disp. 50.

**Fairway VLC 400**  
Titanium  
Tige Pro Force  
**139<sup>99</sup>**

**50% rabais**  
Valeur de 279,99\$ en 2002.  
Quant. disp. 75.

**Vêtements**

**Le plus grand choix de vêtements de golf**  
**COLLECTION 2002**

Homme jusqu'à XXXL  
Femme de 2 à 22 ans

Jusqu'à **60%** de rabais

LYLE & SCOTT GREG NORMAN AUREA Ashworth AUREUS Ben Hogan Firethorn E/P

**Sacs**

**SOLDE D'ENTREPÔT**  
**2000 sacs**  
Jusqu'à **60%** de rabais  
À partir de **39<sup>99</sup>**

**Ensembles de bâtons**

**Ensemble 11 mcx. tige acier**  
**3 bois / 8 fers**

Modèle 2002  
**99<sup>99</sup>** Valeur jusqu'à 249,99\$

- Fairway Impact
- Cynergy Big EZ

Quant. disp. 50  
Homme et femme

**Nous liquidons nos ensembles de bâtons 2002**  
Homme et femme

PING Ben Hogan Callaway GOLF TaylorMade

**Atelier**

**Faites changer vos «grips» de bâtons**

Grips Sports Pride  
Prix pour 8 bâtons  
Installation incluse

**15<sup>99</sup>**

\*Certaines photos sont à titres indicatifs. Les quantités disponibles sont réparties entre les 2 magasins. Les grandeurs et couleurs ne sont pas disponibles nécessairement dans les 2 magasins. Prix valide jusqu'à épuisement des marchandises ou jusqu'au 16 février 2003.

**Chaussures**

**Souliers cuir garantie 1 an imperméabilité**  
Homme et femme  
À partir de **39<sup>99</sup>**

**Souliers cuir garantie 2 ans imperméabilité**  
Homme et femme  
À partir de **89<sup>99</sup>**

NIKE COLF Reebok Etonic FOOTJOY DEXTER GOLF

**ACADÉMIE DE GOLF** *Ben Hogan*

St-Léonard	Centre-Ville	Laval
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse vidéo</li> </ul> <p>Denis Roy AGPQ/CPGA</p>	<p>Patrice Clément AGPQ/CPGA</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse vidéo</li> <li>• Système d'apprentissage virtuel</li> </ul> <p>David Hill Professionel</p>
<p>Serge Longpré AGPQ/CPGA</p>	<p>Frédéric Croteau AGPQ/CPGA</p>	

**[514] 323-8444 [514] 767-8989 [450] 680-2222**

**COURS PRIVÉS - SEMI-PRIVÉS - GROUPE - JUNIOR**

**Montréal**  
1231 Ste-Catherine Ouest

**St-Léonard**  
6705 Métropolitain Est



**GolfSurface**  
www.golfsurface.net

# Forum

## Au secours de Radiomédia!

Il n'est pas sain que les entreprises de radiodiffusion soient soumises à une double autorité, celle du CRTC et celle du Bureau de la concurrence



**JACQUES PARISIEN**  
L'auteur est président d'Astral Radio.

LA RADIO AU Québec est un médium qui repose sur des assises historiques, culturelles et d'affaires solides. C'est une industrie qui a cependant cédé beaucoup de territoire à la télévision, au cours des 20 dernières années, tant en ce qui a trait au contenu qu'aux recettes publicitaires.

Au Québec, la radio AM de format information, affaires publiques et sports (tel que le réseau Radiomédia au Québec) a expérimenté une baisse constante de sa part d'auditoire, de ses heures d'écoute et de sa rentabilité, et ce, depuis plusieurs années. Elle éprouve aujourd'hui un énorme besoin d'investissements, afin de pouvoir livrer une compétition plus efficace aux autres médias, notamment la télévision généraliste et spécialisée ainsi que les journaux, et ce, tant pour accaparer l'auditoire que les dépenses publicitaires des annonceurs.

### La transaction Astral/Télémedia

La transaction annoncée au mois de mai 2001 par laquelle Astral Media inc. devenant propriétaire des stations de radio de Télémedia au Québec et dans les Maritimes visait justement, en ce qui concerne le marché du Québec, à rationaliser l'industrie de la radio et à lui permettre de dégager les ressources dont elle a besoin pour réinvestir dans le secteur AM.

La propriété commune de Radiomédia, Radio Énergie et Rock Détente aurait permis à Astral Media de réinvestir et d'approfondir son implication en matière de nouvelles et d'information dans les six marchés où les trois réseaux sont présents : Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Gatineau et Saguenay.

Le Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a d'ailleurs donné son aval à cette transaction au mois d'avril 2002. Le CRTC reconnaissait dans cette décision que les avantages de la transaction excédaient largement les désavantages qui pouvaient en résulter. Le CRTC



En septembre dernier, plusieurs journalistes ayant marqué l'histoire de CKAC ont participé à une rencontre marquant les 80 ans de la station qui fait partie de la chaîne Radiomédia.

PHOTO THÉÂTRE, La Presse

imposait par ailleurs à Astral des conditions de licences permettant à l'industrie de la radio de bien se développer dans un environnement concurrentiel et à l'industrie de la musique d'ici de bénéficier d'un soutien accru, tant au plan de la création que de la promotion.

La réalité qu'a reconnue le CRTC est que la radio doit être mieux organisée afin de faire compétition aux autres médias. Il en est arrivé à cette conclusion grâce à son expertise, son rôle de vigile et de régulateur des ondes publiques ainsi que par toutes ses connaissances historiques sur la structure de l'industrie et son développement économique.

### Transaction bloquée

Cependant, la transaction entre Astral et Télémedia a été interdite par le Bureau de la concurrence du Canada. Cet organisme fédéral a jugé que les parts de marchés d'Astral seraient trop élevées dans certains marchés et que, conséquemment, les annonceurs souffriraient de cette situation.

Dans sa réflexion, le Bureau de la concurrence n'a aucunement tenu compte des intérêts des audi-

teurs quant à qualité de la programmation offerte, ni de la situation difficile et des besoins de consolidation de la radio de contenu à prédominance verbale de langue française. La seule considération du Bureau de la concurrence a porté sur le marché des annonceurs!

Or, la position du Bureau de la concurrence est carrément en conflit avec la position du CRTC. L'approche du Bureau de la concurrence résulte d'une position archaïque, déconnectée de la réalité et non constructive, tant pour l'industrie des médias que pour l'industrie des annonceurs et, tout particulièrement, pour les auditeurs.

La position du Bureau de la concurrence repose sur sa propre compréhension que la radio doit être considérée comme un média isolé fonctionnant en vase clos, qui ne fait ou ne reçoit de compétition que d'autres stations de radio. Vues à travers un prisme aussi réducteur, les parts des revenus publicitaires radio qu'allait détenir Astral Media suite à la transaction lui sont apparues trop élevées.

Astral Media, ces stations de radio et, encore pire, les artisans,

professionnels et collaborateurs de ces stations de radio ont été pris en otage par le Bureau de la concurrence pendant plusieurs mois dans ce conflit entre la juridiction du CRTC et celle du Bureau de la concurrence.

En conclusion, pour des raisons d'affaires et dans le but de mettre fin à l'incertitude, Astral Media a accepté de signer une entente avec le Bureau de la concurrence par laquelle Astral Media doit vendre les stations AM.

Astral Media, ainsi que l'ensemble de l'industrie de la radiodiffusion au Canada, ont supporté et reconnu publiquement la juridiction exclusive du CRTC pour des raisons d'expertise, des raisons de structure industrielle, ainsi que des raisons de vision. Il est très évident qu'à la suite des tergiversations de ce dossier que le manque de vision du Bureau de la concurrence a mis et continue de mettre en péril l'avenir de la radio au Québec et, particulièrement, de la radio AM.

De plus, la position du Bureau de la concurrence a sans doute influencé le CRTC à ouvrir plusieurs marchés du Québec à de nouvelles licences. C'est une initiative peut-

être quelque peu prématurée dans une industrie qui commence à se stabiliser. Il n'en demeure pas moins que le CRTC est seul capable de juger de cette situation dans son ensemble en tenant compte certes des intérêts des annonceurs et des entreprises de radiodiffusion existantes, mais aussi, et c'est le plus important, de l'intérêt des auditeurs.

Qui a juridiction en matière de transaction portant sur des licences de radiodiffusion? Le Bureau de la concurrence ou le CRTC ou les deux? Aujourd'hui, force est de reconnaître que nous ne sommes pas plus avancés que nous l'étions il y a deux ans et que, malheureusement, c'est l'industrie de la radiodiffusion en général qui paye les frais de ce vide juridique.

Les pouvoirs du Bureau de la concurrence, lorsqu'il s'agit du domaine de la radiodiffusion, devraient être abrogés et confiés exclusivement au CRTC. Le législateur devrait agir rapidement car la consolidation a démontré ses bénéfices et continuera certainement au Canada afin de permettre à l'industrie des communications de devenir encore plus forte et d'accroître son potentiel de développement.

### La transaction TVA-RNC/Astral

Cela étant dit, il est de toute première importance de ne pas prolonger indéfiniment l'incertitude dans laquelle se retrouvent plongés, depuis maintenant presque deux ans, le réseau Radiomédia, ses stations affiliées et ses artisans.

Radiomédia doit trouver rapidement un nouveau propriétaire qui soit en mesure de mettre en place un plan de relance dynamique. Astral est convaincue que ce nouveau propriétaire doit avoir des assises financières solides, car des investissements significatifs seront nécessaires pour effectuer cette relance. Elle est aussi convaincue que le nouvel acquéreur devra être en mesure de faire jouer des synergies d'une autre nature mais équivalentes à celles qu'autorisait la propriété commune de Radiomédia, Radio Énergie et Rock Détente.

Nous croyons que le partenariat formé par TVA et Radio Nord Communications répond à ces exigences, et que la transaction qui a été conclue entre Astral et TVA-RNC est une bonne transaction, sans doute la meilleure possible dans les circonstances.

## Une église, un quartier, deux visions...

Pour éviter d'autres St. Luke

L'intérêt du quartier avant tout

**FRANÇOIS LAROSE**  
et **FRANÇOISE DAVID**

Résidents de Rosemont, les auteurs sont respectivement historien et organisatrice communautaire.

**FRANÇOIS PURCELL**

L'auteur est conseiller de Saint-Édouard et président du comité consultatif d'urbanisme de Rosemont—La Petite-Patrie.

NOTRE LETTRE s'adresse aux dirigeants du conseil d'arrondissement de Rosemont-Petite-Patrie.

Nous habitons à quelques rues de l'église St. Luke dans le quartier Rosemont. Enfin, de l'ex-église St. Luke puisque les bulldozers ont commencé à l'éventrer la semaine dernière. Nous tenons ici à exprimer notre stupéfaction et notre immense déception devant ce carnage, aussi légal soit-il.

Cette église datait de 1927. Elle dégagait un charme presque bucolique, toute entourée d'arbres majestueux. Ses murs de brique rouge s'harmonisaient avec la configuration générale de notre quartier. Pour tout dire, elle faisait tellement partie du paysage que nous nous sentions orphelins. Cette petite église anglicane témoignait de l'importance de la communauté anglophone dans l'histoire de l'arrondissement. C'est une partie de ce passé que l'on efface lorsque l'on procède à ce genre de destruction sauvage.

Comment se fait-il qu'il ait fallu un article récent de *La Presse* pour nous apprendre la démolition imminente de l'église St. Luke? Avez-vous craint d'organiser une véritable consultation qui aurait fait apparaître, nous en sommes certains, une vaste opposition au projet de démolition? Le conseil d'arrondissement a-t-il au moins envisagé des projets permettant la conservation de l'église? Les arbres seront-ils abattus? Et surtout, pourquoi construire des condos à cet emplacement alors que notre quartier manque cruellement de logements sociaux ou à coûts abordables?

Nous exigeons des réponses de notre conseil d'arrondissement ainsi que de la députée Rita Dionne-Marsolais. Et nous demandons que tout autre projet du genre fasse l'objet d'une consultation véritable auprès de la population de notre quartier. Lorsqu'un bâtiment historique est menacé et qu'il s'agit du bien commun d'un arrondissement, la moindre des choses, c'est que le voisinage soit associé aux décisions!



La petite église St. Luke, située à l'angle des rues Holt et de la 8<sup>e</sup> Avenue, à Rosemont, est finalement tombée sous le pic des démolisseurs.

PHOTO THÉÂTRE, La Presse

M. Larose et M<sup>me</sup> David,

À TITRE DE membre du conseil d'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie responsable des questions d'urbanisme, je me dois de réagir à vos propos questionnant notre action dans le dossier de la démolition de l'église St. Luke, comme je me dois de rectifier certaines interprétations et insinuations qui nous prêtent des velléités destructrices et antipatrimoniales. Or, l'octroi du permis de démolition de l'église St. Luke a été fait dans les règles de l'art, et il ne s'agit surtout pas d'un carnage sauvage, mais bien de la déconstruction d'un bâtiment à valeur patrimoniale faible et dans un état de délabrement éventuellement dangereux.

Je tiens aussi, d'entrée de jeu, à mettre une chose au clair : l'arrondissement a observé scrupuleusement la loi dans son processus de consultation publique, notamment en publiant, via le journal local, les différentes étapes du processus de consultation et en invitant les citoyens à une assemblée de consultation publique, où personne ne s'est présenté. Il nous est difficile de croire qu'aucun résident du quartier n'ait vu ou lu ces avis publics, ni que vous, gens réputés bien informés, n'avez pas eu connaissance de la tenue de cette assemblée.

Sachez que je suis moi-même un passionné de patrimoine architectural, possédant en cela une maîtrise en protection et restauration du patrimoine bâti, à l'instar d'ailleurs de plusieurs spécialistes qui ont été appelés par nous à étudier le dossier de l'église St. Luke. Tous ont conclu, à la suite d'analyses rigoureuses, à la faible valeur patrimoniale de ce lieu de culte, abandonné par sa congrégation depuis quelque vingt ans. Nommons entre autres l'architecte et historien de grande réputation, Luc Noppen.

### Pas d'acheteurs intéressés

Malgré tous les efforts des divers intervenants, dont la congrégation et nous-mêmes, pour intéresser des acheteurs potentiels, au-

cune communauté ni groupe ne se sont jamais montrés intéressés à faire l'acquisition du bâtiment, en mauvais état, en vue de restaurer sa vocation culturelle, qui exigeait d'ailleurs au bas mot un investissement de près d'un demi-million de dollars. Bien sûr, nous aurions préféré que le communauté puisse préserver ce lieu, mais personne n'a semblé s'en soucier au cours des dernières années et l'église a continué à dépérir.

Nous avons aussi été plus loin encore, avant de permettre la déconstruction, en commandant des études supplémentaires, notamment sur l'ensoleillement et les impacts sur la circulation locale de la construction de 20 nouvelles unités résidentielles, jugées négligeables. Car nous tenions à ce que le nouveau projet demeure en harmonie avec le secteur et ne provoque pas d'impacts négatifs, comme ç'aurait été le cas pour tout autre projet de remplacement — centre de loisir, parc, commerce, etc. — et même si la vocation culturelle avait été restaurée.

Mes collègues du conseil d'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie et moi-même avons vraiment examiné attentivement toutes les avenues possibles et nous croyons avoir pris une décision des plus adéquates, en octroyant le permis de démolition de St. Luke. Nous avons aussi retenu le meilleur projet de remplacement possible, autant pour son intégration harmonieuse à la fonction résidentielle du secteur que pour l'amélioration de l'accès à la propriété de l'arrondissement pour les jeunes ménages. Voilà d'ailleurs pourquoi nous avons privilégié l'habitation neuve abordable plutôt que le logement social, qui s'accroîtra de toutes façons de quelque 500 logements dans l'arrondissement, d'ici 2004.

Je comprends les quelques résidents avoisinants qui sont en désaccord avec notre décision, parce qu'une église inutilisée devant chez soi assure évidemment une certaine tranquillité... Mais l'intérêt du quartier dépasse, à mon avis, l'intérêt personnel de quelques personnes qui doivent accepter, en milieu urbain, de s'ouvrir à la venue d'autres personnes dans leur entourage.

# Forum

## La Presse

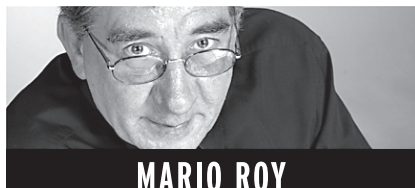
ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration

GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## Colin Bond!



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Si on veut être superficiel, ce fut presque comme un film de James Bond. Les gadgets techniques, les écoutes électroniques, les photos satellite, la vidéo choc de ce chasseur *Mirage* — les Français, grands fournisseurs d'armes de Saddam Hussein, ont dû être ravis! — déversant 2000 litres de simili-anthrax sur un terrain d'essai, quelque part dans les sables de l'Irak...

Tout y était.

Devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a fait une démonstration circonstanciée et *a priori* convaincante des mille et une façons dont le régime irakien peut avoir soustrait ses secrets au regard des inspecteurs onusiens.

Les armes biologiques : leur production est assurée par des laboratoires mobiles montés sur 18 camions-remorque perdus dans le flot de la circulation. Les armes chimiques : entre 100 et 500 tonnes de poison se sont volatilisées, de quoi, dans le pire des cas, contaminer 25 fois l'île de Manhattan. Le nucléaire : la quête irakienne n'a jamais cessé, notamment auprès de 11 pays dépositaires de matière fissile ou de technologie. Les vecteurs : on a démantelé en catastrophe, après les avoir testés, des missiles à longue portée avant l'arrivée des inspecteurs. Les scientifiques : l'Irak a livré les noms de seulement 500 des 3500 spécialistes concernés, les autres étant introuvables. L'accointance terroriste : des agents bien identifiés ont eu des contacts avec — ou circulent librement — à Bagdad.

Powell était l'homme idéal pour débattre ce réquisitoire.

Brillant, intègre, rangé dans le camp des colombes (les Américains lui font davantage confiance qu'à George Bush), il est cependant lié, il faut en être conscient, par un devoir de solidarité avec la Maison-Blanche.

Or, derrière le décor, celle-ci est occupée à arbitrer entre diverses factions. Et celles-ci ont des vues assez divergentes sur le contentieux irakien, les renseignements livrés par Powell provenant (selon *Newsweek*) des faucons du Pentagone occupés à court-circuiter la trop prudente CIA...

Une part de propagande, donc, dans cette démonstration de Colin Powell ?

Sans doute.

Mais c'est un jeu qui se joue à deux.

Car des publicistes de plus en plus nombreux — dont des journalistes occidentaux, hélas! — marchent désormais aux côtés de Saddam Hussein. Le plus fameux d'entre ces relationnistes, après la députée libérale canadienne Colleen Beaumier, est désormais le britannique Tony Benn, ex-compagnon de route stalinien et ex-député travailliste. Il a réalisé avec Saddam Hussein l'entrevue la plus à-plat-ventriste de l'histoire du journalisme télévisuel, néanmoins diffusée sur la planète entière : à l'en croire, le dictateur irakien pourrait presque être candidat au prix Nobel de la paix!

■ ■ ■

Nageant sur cette mer de mots, il faut, en somme, revenir à l'essentiel.

Or, le problème est que la question fondamentale (et nous aurons l'occasion d'y revenir en longueur) n'est pas vraiment d'évaluer la qualité de la preuve présentée par Powell.

En cour criminelle, on la qualifierait en effet de circonstancielle, ce qui peut tout aussi bien donner lieu à l'acquiescement qu'à la condamnation.

Cependant, dans les faits, que Saddam Hussein cache des armes chimiques ou biologiques, à peu près personne n'en doute. Qu'il les cache dans le but de s'en servir éventuellement, ne serait-ce qu'à titre de baroud d'honneur avant d'être jeté à la poubelle de l'Histoire, à peu près personne n'en doute non plus.

La question demeure donc : la guerre est-elle la solution à cette crise ?

Malgré l'intervention à la fois brillante et posée de Colin Powell, nous continuons à croire que non.

## Papa Facal a raison



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

En abandonnant la vie politique pour la vie familiale, Joseph Facal a livré aux Québécois, aux pères en particulier, un message important : on peut être brillant, sérieux, ambitieux... et néanmoins faire une pause dans son ascension vers les sommets professionnels.

Trop d'hommes ont sacrifié leur famille à leur travail, pour le regretter amèrement à l'heure de la retraite. M. Facal a décidé qu'il ne ferait pas la même erreur. C'est tout à son honneur.

Certains doutent encore des véritables motifs de Joseph Facal. Il faut dire que les « raisons familiales » ont été apprêtées à toutes les sauces au cours des ans. Mais il était connu que M. Facal trouvait difficile de concilier sa vie de politicien avec sa vie de père. De plus, l'homme n'a pas la réputation de dire des choses qu'il ne pense pas. Encore moins celle d'avoir peur de dire ce qu'il pense. Sa conférence de presse crevait de franchise : « J'en avais assez de faire ma valise tous les lundis soirs... »

Encore aujourd'hui, combien d'hommes auraient le courage de dire qu'ils mettent un frein à leurs aspirations professionnelles pour le simple plaisir d'embrasser leurs petits à l'heure du dodo ?

■ ■ ■

Joseph Facal lègue aussi une réflexion essentielle aux politiciens du Québec. On la trouve dans la sortie fracassante qu'il a faite à la suite de la déconfiture du PQ dans les partielles, sortie suivie d'un

texte publié dans *La Presse*. M. Facal y lance un appel à la franchise, au réalisme et au courage que chaque politicien devrait prendre la peine de relire de temps à autre.

Dans son texte, le ministre cherche une voie mitoyenne entre le « modèle québécois » fossilisé que défend le Parti québécois, et les idées rétrogrades avancées (selon lui) par l'ADQ. Nul besoin d'être d'accord avec toutes ses conclusions ; il faut reconnaître que le diagnostic est souvent juste, et particulièrement pénétrant.

Les Québécois, estime le ministre, ne veulent pas recevoir moins de services de l'État. Mais ils sont « en quête d'efficacité, de souplesse, de liberté d'action et de choix ». C'est certainement une des raisons de la montée de l'ADQ.

Joseph Facal croit qu'on ne peut demander aux contribuables surtaxés de payer encore plus au nom de la solidarité sociale. L'État doit donc recentrer son action, et faire des choix : « Il nous faudra avoir assez d'imagination pour que l'égalité des droits ne s'incarne plus qu'exceptionnellement sous la forme de programmes universels. »

Cela exige des politiciens qu'ils cessent de promettre tout à tout le monde : « Pourquoi ne pas expliquer à nos concitoyens que l'État ne peut plus tout payer ni le privé tout solutionner, leur exposer les choix pénibles qu'ils devront inévitablement faire et leurs conséquences, et leur proposer un projet de modernisation exigeant et sincère ? »

Pourquoi, en effet ? Malheureusement, à voir le gouvernement Landry semer les projets à tout vent, à voir les partis d'opposition agiter leurs baguettes magiques, il faut conclure que le message de Joseph Facal n'a pas encore été entendu.

## MONONCLE COLIN NOUS MONTRE SES DERNIÈRES DIAPOSITIVES



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### De retour... dans 15 ans

J'ADMIRE LA décision prise par Joseph Facal. Il est un homme passionné, enflammé parfois, mais intègre. Il est rafraîchissant de voir un politicien faire fi des conventions et avouer candidement s'ennuyer de sa femme et de ses enfants. Il est dommage que ses deux passions, la politique et sa famille, soient difficilement conjuguables. Cependant, je suis certaine que c'est un choix qu'il ne pourra jamais regretter : il aura bercé ses enfants et ce sera au monde politique de lui tendre les bras dans une quinzaine d'années... Allez Monsieur Facal, profitez du bonheur de voir grandir vos enfants, en espérant que vous puissiez jouir d'une semaine de quatre jours à votre tour !

MARIKA LAFOREST

### Une autre démission ?

J'AIMERAIS savoir si M. Bernard Landry a des enfants en bas âge. Comme cela, il pourrait démissionner bientôt lui aussi !

LYNE PEARSON

### Liberté sélective

DANS LE dossier de la proposition du gouvernement Landry d'offrir la semaine de quatre jours aux jeunes parents, M. Dumont s'insurge contre le paternalisme et le manque de consultation et trouve aberrant que M. Landry veuille décider à la place des parents. « L'État va décider », a dit ce dernier. Selon M. Dumont « les parents devraient pouvoir faire un libre choix ». Pourtant il trouve tout à fait normal que des villes entières et des millions de citoyens aient

été forcés de se fusionner contre leur gré, sans aucune consultation, sans libre choix. Aurons-nous droit à une liberté sélective à l'avenir ?

CLAUDE TRUDEAU

Coalition des citoyens de Saint-Lambert

### Une autre tactique

DES PÉNURIES d'infirmières, de professeurs, de médecins, de pharmaciens... On annonce cela depuis plusieurs semaines. M. Landry, comment allez-vous combler ce manque flagrant de personnel avec votre semaine de quatre jours aux jeunes parents ? Une autre tactique, une autre idée pour « têter » des votes pour un parti politique qui s'enfoncé de plus en plus profond. Bravo, M. Landry !

MAUDE CARON

Saint-Hilaire

### Quelle hypocrisie !

ON VOIT AU petit écran George W. Bush et sa femme verser des larmes lors d'une cérémonie en hommage aux sept astronautes décédés. En même temps, on le sent impatient d'aller faucher la vie de milliers d'êtres innocents en Irak. Considère-t-il que leurs vies ont moins de valeur du fait qu'ils ne sont pas Américains ou de grands scientifiques ? Auront-ils droit eux aussi à des larmes, à des gerbes de fleurs et à de beaux discours louangeant leur courage ? Quelle hypocrisie ! Si, au lieu d'engager ses « milliards » pour infliger encore plus de misère dans ce pays déjà largement éprouvé, M. Bush les consacrait à améliorer le sort des peuples dans le besoin, ne serait-ce pas là le plus bel hommage

qu'il pourrait rendre aux astronautes disparus dont la mission, rappelons-le, consistait à faire avancer le sort de l'humanité ?

MARGARET GALLANT

### « Juste indignation »

M. Mario Roy, « PLUS HAUT, plus loin » (*La Presse*, 3 février), le voilà le problème ! Mais qu'en est-il plus près, ici-bas ? Pendant qu'on a la tête dans les étoiles on n'a pas les pieds sur terre. Si nous pouvions véritablement saisir le drame humain sur la *terra cognita*, la futilité de l'exploration spatiale deviendrait évidente. Nous préférons ne rien voir ou plutôt regarder plus haut, plus loin tout en détruisant notre seule demeure.

Selon vous, aucune nation, aucun humain n'agit à l'encontre de ses intérêts ; et pourtant, nous polluons tellement que nous approchons le point de rupture, le point de non retour. Et vous parlez de conscience, mais laquelle M. Roy ? L'amour, la compassion serait l'attitude de base si nous avions la conscience planétaire dont vous parlez. Combien de milliers de milliards gaspillés dans la mésaventure spatiale ? Nommez-moi un seul bénéfice (non philosophique, ni poétique) qui équivaut aux centaines de millions d'êtres humains que ces sommes astronomiques auraient pu (dû) sauver ?

Le jour où l'humain retrouvera une capacité de juste indignation, le jour où aucun de nos semblables ne mourra de faim ou de guerre, là, je veux bien l'espace — lui, il sera toujours là !

JEAN-BAPTISTE QUIRION

Montréal

## Prévention : pas juste le privé

NOUS DÉPLORONS la couverture médiatique donnée au bilan de santé de M. Jean Charest effectué dans une clinique privée à gros prix. Ce qui ressort en effet des articles et reportages, c'est qu'il n'est pas possible d'obtenir un bilan de santé complet ailleurs que dans ces cliniques fort onéreuses et donc accessibles aux seuls bien nantis.

Rien n'est plus faux ! À notre CLSC, il est non seulement possible mais courant d'avoir un examen physique complet, un bilan sanguin et une référence pour un électrocardiogramme à l'effort, et d'en obtenir les résultats à l'intérieur de deux semaines. Nous assurons aussi le suivi et la prise en charge, ce que n'offre pas toujours le privé. Et tout ceci sans débours un seul sou ! Il est vrai par contre que nous n'offrons pas le petit déjeuné !

Dans la conjoncture politique actuelle, il nous apparaît particulièrement biaisé et malhonnête de laisser croire à la population que



Véronique Nally et Hélène Boyer.

la prévention et l'accessibilité rapide à des soins de qualité, c'est l'affaire du privé. La vérité est tout autre : le secteur public fournit déjà ces services et même des services de plus grande qualité parce qu'intégrés dans une approche globale de prise en charge

continue du patient et du reste de sa famille dans bien des cas. Notre expérience quotidienne en témoigne.

HÉLÈNE BOYER et VÉRONIQUE NALLY  
médecins, CLSC St-Louis-du-Parc

## Forum

## Convaincu ?

Colin Powell a présenté aux membres du Conseil de sécurité les fameuses preuves que les É.-U. détiennent contre l'Irak. Vous a-t-il convaincu? Trois observateurs se prononcent

## Le Conseil de sécurité est toujours divisé



**JOCELYN COULON**  
L'auteur est directeur du Campus de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix.

LE SECRÉTAIRE d'État américain, Colin Powell, s'est livré hier à une attaque en règle du comportement irakien envers le processus d'inspection et de désarmement mené par les Nations unies depuis deux mois. Calme, articulé et ferme, il a dressé le portrait d'un régime engagé dans une politique de dissimulation de ses armes de destruction massive et déterminé, un jour, à les utiliser. Ce discours impeccable, soutenu par un exercice multimédia accrocheur, pourra-t-il convaincre les sceptiques et les récalcitrants du danger irakien et de la nécessité de mener une intervention militaire contre lui? Rien n'est moins certain.

Sur le fond, Colin Powell n'a pas apporté de preuves irréfutables de violations irakiennes. À l'aide d'un faisceau d'éléments matériels, il a plutôt confirmé ce que le processus d'inspection depuis douze ans, mais surtout depuis décembre, a déjà étalé au grand jour : sur le nucléaire, sur le chimique, sur le biologique et sur les missiles balistiques, les zones d'ombre restent nombreuses et le gouvernement irakien ne démontre aucun signe d'ouverture concrète pour éclaircir la situation. À partir de ce constat, le secrétaire d'État a introduit des éléments puisés aux sources des services de renseignements américains et britanniques pour tirer des conclusions « irréfutables » sur la dangerosité du régime irakien.

### Le coeur du débat

On ne peut du revers de la main rejeter les accusations américaines. Après tout, un pays aux capacités industrielles et intellectuelles importantes comme l'Irak a les moyens de développer et de déployer des armes de destruction massive. La cause est ici entendue. La question est maintenant de savoir si cette



Le secrétaire d'État des États-Unis, Colin Powell, présentant ses preuves contre l'Irak, hier aux Nations unies. À l'arrière, le directeur de la CIA, George Tenet (à gauche), et l'ambassadeur américain à l'ONU, John Negroponte, l'écoutent attentivement.

PHOTO PC ©

capacité doit être neutralisée par les armes ou par un mécanisme permanent de contrôle et d'inspection. Ce choix sera au coeur du débat dans les prochaines semaines. Mais déjà, hier, au Conseil de sécurité et ailleurs, les positions ont été clairement affichées.

Tout en réaffirmant qu'il reste une dernière chance pour régler ce problème pacifiquement, trois membres du Conseil, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne, ont estimé que le temps était compté et que « le jour des graves conséquences » prévues par la résolution 1441 en cas de violations patentes « se rapproche ». Comme par hasard, quelques minutes après l'exposé de Powell, sans même prendre le temps d'exami-

ner les « preuves », dix pays d'Europe de l'Est publiaient une déclaration commune où ils affirmaient qu'il était désormais « clair » que l'Irak violait les résolutions de l'ONU.

L'autre camp, celui qui favorise la patience et estime que le processus d'inspection n'est pas allé jusqu'à terme, a lui aussi réagi. Citant abondamment la résolution 1441, la France, la Russie, la Chine, l'Allemagne, la Syrie, mais aussi le Chili et le Mexique, ont souligné, chacun à leur manière, que l'exposé du secrétaire d'État « apporte une nouvelle justification à la voie choisie par les Nations unies » et qu'il appartenait aux inspecteurs, et à eux seuls, de vérifier « de manière sérieuse et exhaustive » les affirma-

tions américaines et « d'apprécier les faits » lorsque ceux-ci feront rapport au Conseil de sécurité le 14 février.

Powell a charmé tout le monde par son extraordinaire habileté oratoire. Avec ses preuves, il a peut-être attiré dans l'orbite américaine quelques pays qui demeuraient jusqu'ici indécis. Pourtant, je crois qu'il n'a pas convaincu une majorité des membres du Conseil de sécurité, ceux-là même qu'il faut convaincre pour permettre l'adoption d'une résolution autorisant le recours à la force. Au lendemain du premier rapport des inspecteurs, le 27 janvier, les 15 membres du Conseil de sécurité étaient divisés face à l'attitude à adopter envers l'Irak. Ils le sont toujours.

## L'acte de foi



**RÉMI LANDRY**  
L'auteur est lieutenant-colonel à la retraite des Forces armées canadiennes et chercheur associé avec le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale de l'Université de Montréal (GERSI).

DEPUIS DÉJÀ quelques semaines, les chefs d'États, les politiciens et le public en général se font solliciter pour joindre l'équipe de ceux qui ont raison. Mais on veut nous convaincre de quoi ?

Il semble bien que la machine américaine, depuis le 11 septembre 2001, s'est engagée dans une dynamique de confrontation dont la progression s'accroît, entraînant tout sur son passage, et qui ne s'arrêtera qu'une fois complètement rassurée. C'est une dynamique où les subtilités du langage diplomatique ont fait place au système binaire, qui ne répond qu'à une seule question : on est avec eux ou on est contre eux !

Colin Powell m'a convaincu que les Américains ont besoin de garanties absolues.

Le secrétaire d'État, la colombe de l'administration américaine, nous a submergés d'une quantité de faits, d'évidences et de preuves, sans doute convaincantes, mais que seul un joueur étatique est à même de pouvoir vraiment valider. À toutes fins pratiques, on demande à l'opinion publique de faire un acte de foi en prenant position pour le clan, dont la crédibilité et la légitimité ne peuvent être questionnées. Mais est-ce que cette démarche ne sous-entend pas que les Nations unies ne sont qu'instrumentales à cette situation? À quoi sert la résolution 1441 si, en bout de ligne, le système onusien n'a pas les outils crédibles pour faire un travail objectif? Pourquoi avoir perdu tout ce temps et cette énergie, pourquoi poursuivre les inspections si l'influence onusienne est secondaire ?

Le discours de M. Powell, me rappelle mon séjour en Bosnie, où l'on exigeait que je prenne quotidiennement position sur les vrais responsables du non respect des cessez-le-feu et des atrocités, qui défiaient la raison. Que de fois, ai-je constaté que la vérité était volatile et surtout éphémère. Que de fois ai-

je constaté que le verre que l'on me présentait était à la fois à demi plein et à demi vide et que, finalement, tous les intervenants avaient tous à une échelle, plus ou moins grande, un niveau de culpabilité. Cette dynamique de confrontation, n'avait finalement que pour objectif la préparation de nouvelles offensives.

### Une catastrophe irréparable

Si on veut la guerre on finit toujours par la faire; pour faire la paix, il faut au départ la vouloir et surtout rechercher une position acceptable pour tous. La guerre est une catastrophe humaine irréparable, et c'est pour cette raison que le présent système international ne la rend légitime qu'en cas de défense.

Malgré le libellé de la résolution 1441, dont même les auteurs diffèrent sur son interprétation, que recherche-t-on vraiment, la guerre ou la paix ?

Ma question est la suivante : m'a-t-on convaincu que Saddam est un danger imminent pour la sécurité internationale? Ou bien m'a-t-on convaincu que l'Irak triche, et comme tel doit être punie ?

Avec toutes les preuves que l'on nous a présentées, il semble bien que l'Irak continue de tricher et que Saddam soit un tortionnaire sans conscience pour son peuple. Mais l'Irak est-elle pour autant une menace imminente pour la sécurité internationale, comme l'était le Troisième Reich à la veille de la capture de la Pologne, comme on s'entend si bien à le comparer au régime irakien? L'imposant dispositif militaire que les Américains sont à même d'assembler dans le Golfe n'agit-il pas d'agent dissuasif pour l'instant.

Comme en Bosnie, la dynamique de confrontation des pugilistes sur l'Irak nous entraîne inévitablement vers un affrontement militaire, avec ses coûts en vies humaines et son après-guerre des plus incertain.

Certes, les Américains m'ont convaincu une fois pour toutes de la pérennité de l'anarchie du système international, avec sa quête insatiable de sécurité et d'intérêts de ses membres. Et que dire des Nations unies qui se remettent à peine des conséquences de la Bosnie et du Rwanda; seront-elles encore crédibles et légitimes si elles ne servent qu'à cautionner la violence et la position des plus forts.

## Rien à voir avec le 23 octobre 1962



**CLIFFORD LINCOLN**  
L'auteur est député libéral du comté fédéral de Lac-Saint-Louis.

JE N'AI PAS pu m'empêcher, en entendant le plaidoyer du secrétaire d'État, Colin Powell, au Conseil de sécurité de l'ONU, hier matin, de me

rappeler la confrontation historique au même Conseil de sécurité, le 23 octobre 1962, entre l'ambassadeur des États-Unis, Adlai Stevenson, et celui de l'Union soviétique, V. Zorin. Le contraste en est frappant.

Non seulement la preuve cruciale présentée par Adlai Stevenson avait-elle été irréfutable et avait-elle apporté le coup de grâce aux déclarations soviétiques, mais le président Kennedy s'en était servi ensuite non comme prétexte de guerre, mais au contraire comme carte maîtresse pour éviter celle-ci et forcer Khrouchtchev à en arriver à une résolution paisible.

Le président Kennedy avait donné l'ordre, en phase initiale, d'une quarantaine, espérant ainsi se donner du temps pour convaincre Khrouchtchev d'éviter une confrontation catastrophique. Il avait délibérément choisi le mot « quarantaine » au lieu de « blockade » afin d'éviter de paraître trop agressif et provocateur.

Il transmettait alors un message à Khrouchtchev pour lui souligner que les deux pays devraient « démontrer la prudence et ne rien faire qui pourrait rendre la situation plus difficile à contrôler ». On connaît le dénouement de la crise.

Cette fois-ci, le secrétaire Powell a certes

présenté un témoignage qui continue de démontrer que l'Irak a bafoué les directives des Nations unies. Cela est clair. Mais rien de substantif de plus que nous ne savions ou dont nous ne nous doutions déjà. Il y a un consensus, exprimé clairement par le secrétaire général de l'ONU et à travers la résolution unanime 1441 au sujet de l'Irak, que ce pays est en flagrant délit des directives de l'ONU et doit s'y conformer sans équivoque. Mais le danger posé par l'Irak est-il si grave et imminent que l'on doive aller en guerre coûte que coûte, et sans délai? C'est là la question fondamentale.

Je reviens au contraste entre la crise cubaine de 1962 et celle de l'Irak aujourd'hui.

En effet, la différence fondamentale entre le témoignage irréfutable de Stevenson et celui beaucoup plus général et réitéré de Colin Powell, est que le premier devait être utilisé pour éviter une guerre dévastatrice, tandis que l'objectif central du deuxième est, au contraire, de servir de raison à la guerre.

Autre contraste : les missiles à Cuba se trouvaient à 150 km seulement du sol américain et étaient sous le commandement d'une puissance militaire de premier plan, soit celle de l'Union soviétique. Ici l'Irak est une puissance militaire affaiblie et de troisième plan, située à des milliers de kilomètres des États-Unis.

Personne de bonne foi irait jusqu'à excuser l'Irak et Saddam Hussein. Cependant, le secrétaire d'État Powell ne nous a nullement convaincu par son témoignage qu'une guerre avec toutes ses conséquences dévastatrices est essentielle à la sécurité du monde. Laissons les inspecteurs continuer leur travail et nous apporter leurs recommandations plus définitives en temps et lieu. Entre temps, faisons la paix et non la guerre.

**Powell ne nous a nullement convaincu qu'une guerre est essentielle à la sécurité du monde.**

| COLUMBIA |

# Des débris retrouvés en Californie

Agence France-Presse

WASHINGTON — Les ennuis de *Columbia* semblent avoir débuté bien avant sa désintégration au-dessus du Texas, comme le suggèrent des images troublantes d'un vidéaste amateur et la découverte en Californie et en Arizona de possibles débris de la navette spatiale.

Ces débris pourraient appartenir à une aile de *Columbia*, a indiqué mercredi un responsable de la NASA.

« Nous ne savons toujours pas ce que sont ces pièces. Nous avons des photos envoyées par courrier électronique par les gens qui les ont identifiées. Nous pensons qu'il pourrait s'agir des morceaux d'une aile » de la navette, a affirmé le sous-administrateur adjoint de la NASA, Michael Kostelnik, lors d'une conférence de presse hier à Washington.

« Si c'est le cas, cela va s'avérer crucial pour l'enquête », a-t-il ajouté.

La NASA a envoyé des équipes d'enquêteurs en Californie et dans l'Arizona afin de récupérer ces débris susceptibles de fournir la clé du mystère de la catastrophe. « Nos équipes sont en place en Californie et dans l'Arizona », a précisé M. Kostelnik. « Les premières pièces qui se sont séparées de la navette vont être les plus importantes » pour déterminer l'origine de la catastrophe, a-t-il souligné.

*Columbia* s'est complètement désintégrée lors de sa rentrée dans l'atmosphère samedi matin, tuant les sept astronautes à bord. Une

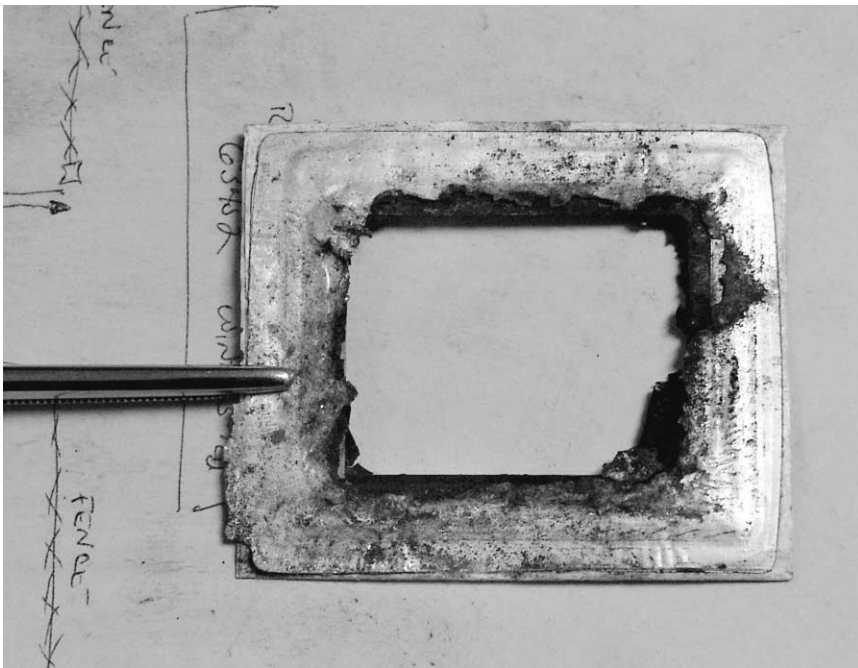


Photo AP  
Ce débris découvert samedi à Joshua Tree, en Californie, pourrait appartenir à la navette *Columbia*. La NASA y a dépêché une équipe pour l'examiner.

pluie de débris s'était abattue sur le Texas et dans l'ouest de la Louisiane, où ont été retrouvés de grosses pièces, en particulier le nez du vaisseau et les moteurs.

Mais une vidéo amateur, diffusée hier par la chaîne NBC, montre clairement que la navette *Columbia* avait commencé à perdre une ou plusieurs pièces au-dessus de l'Arizona samedi matin, quelques minutes avant sa désintégration complète au-dessus du Texas.

Le vidéaste amateur, dont l'identité n'a pas été précisée, a pris ces images de la navette, filant à plus de 21 000 km/h, samedi à l'aube, alors qu'elle avait pénétré déjà depuis plus d'une dizaine de minutes dans l'atmosphère.

*Columbia* apparaît très clairement comme une boule de feu incandescente dans la nuit encore sombre, suivie d'une traînée lumineuse. Jusque-là, tout semble normal. La « boule de feu » entourant la na-

vette est en fait une enveloppe de plasma, c'est-à-dire l'air chauffé à plus de 1650 degrés Celsius et qui s'enflamme sous l'effet de l'intense friction.

« C'est cool », s'exclame un homme, sans doute celui qui tient la caméra, devant ce magnifique spectacle. Il zoome alors et la navette apparaît encore plus nettement.

Soudain, un point lumineux incandescent se détache clairement de la boule de feu principale. « Regarde ce morceau qui se détache d'elle », lance sa compagne. « Mais, bon sang, qu'est-ce que c'est que ça ? » ajoute-t-elle.

Hormis cette vidéo troublante, d'autres images pourraient fournir de précieuses indications. Le passage de *Columbia* au-dessus du territoire américain était en effet filmé par l'armée de l'air américaine. « Cette imagerie est en train d'être acheminée au centre spatial Johnson pour y être analysée », a indiqué M. Kostelnik.

Outre l'US Air Force, « il se trouve qu'il y avait aussi un hélicoptère Apache qui volait au Texas durant la catastrophe et qui a pris des images du vol de la navette », a-t-il ajouté.

Selon la NASA, les données télé-métriques transmises par la navette aux contrôleurs de Houston indiquent une hausse anormale de température dans trois capteurs des circuits hydrauliques du train d'atterrissage gauche de la navette, lors de son passage au-dessus de la Californie.



Photo AP  
Ron Dittmore, qui dirige le programme des navettes spatiales à la NASA, exhibe un morceau d'isolant en mousse comme celui qui s'est détaché du réservoir externe de *Columbia* au moment du décollage.

## La NASA cherche une autre cause que le morceau d'isolant

Associated Press

HOUSTON — Après plusieurs jours d'enquête et d'analyses, la NASA a pris ses distances mercredi avec la théorie selon laquelle un morceau d'isolant en mousse, qui s'est détaché du réservoir externe de *Columbia* au moment du décollage, serait à l'origine de l'accident fatal lors de la rentrée de la navette américaine dans l'atmosphère.

Ron Dittmore, qui dirige le programme des navettes spatiales, a expliqué que les enquêteurs examinaient maintenant les actions du pilote automatique dans les dernières secondes pour maintenir la vitesse de *Columbia* malgré la résistance croissante au vent de l'aile gauche.

Les enquêteurs ont étudié minutieusement les dommages que pouvait avoir causé un morceau d'isolant en mousse, qui devait mesurer 51 centimètres et peser 1 kg, et maintenant « ils cherchent ailleurs », a affirmé Ron Dittmore.

« Pour nous, ça n'a pas de sens qu'un débris puisse être à l'origine de la perte de *Columbia* et de son équipage, a-t-il déclaré. Il doit y avoir une autre raison. »

Ron Dittmore a ajouté que les enquêteurs cherchaient à savoir s'il n'y avait pas « un autre événement qui aurait pu échapper à (leur) attention » et qui aurait pu provoquer la désintégration de *Columbia* et la mort de ses sept membres d'équipage, à quelques minutes de la fin programmée de sa mission samedi.

La chute du morceau d'isolant en mousse, 81 secondes après le décollage du 16 janvier, qui aurait pu endommager des tuiles thermiques en percutant le dessous de l'aile gauche de la navette, était l'une des principales pistes étudiées dans l'enquête sur la catastrophe. Ce sont les tuiles thermiques qui empêchent la navette de brûler lorsqu'elle pénètre dans l'atmosphère terrestre.

Lorsque *Columbia* était encore dans l'espace, les ingénieurs de la NASA avaient évalué les dommages potentiels que la chute d'isolant avait pu infliger au bouclier thermique et avaient conclu qu'ils étaient mineurs et que l'équipage n'était pas en danger.

Ces derniers jours, des experts ont avancé que le morceau de mousse était peut-être enrobé de glace, ce qui aurait pu l'alourdir et provoquer des dégâts plus importants.

« Je ne pense pas que ce soit la glace », a dit Ron Dittmore, assurant que l'isolant était résistant à l'eau et que les conditions météorologiques de samedi ne favorisaient pas la formation de gel. « Alors c'est quelque chose d'autre », a-t-il conclu.

Il a expliqué que durant les dernières minutes de *Columbia*, le pilote automatique avait tenté de regagner le contrôle de la trajectoire de la navette, tirant même à la fin de petites fusées pour reprendre le contrôle de la trajectoire déviée.

L'équipe de M. Dittmore intensifie ses efforts pour récupérer les données de vol des 32 dernières secondes. Les derniers signaux émis par *Columbia* n'avaient pas été analysés par le Centre de contrôle au sol à Houston en raison de la mauvaise qualité des signaux électroniques.

Mais ils vont être maintenant récupérés et analysés afin de déterminer pourquoi l'aile gauche de la navette présentait une telle résistance au vent. « Ces 32 secondes vont peut-être nous aider à comprendre. »

## Nos solutions RER VOUS PERMETTRONT DE FAIRE FACE AUX MARCHÉS LES PLUS DIFFICILES

Face à des marchés en baisse, vous demandez peut-être quelles sont les meilleures stratégies RER à adopter en ce moment.

### Notre engagement envers vous

Vous pouvez vous fier au Groupe Investors. Depuis plus de 75 ans, nous aidons les investisseurs canadiens à traverser toutes sortes de turbulences. Vous pouvez compter sur nous pour vous aider à trouver des solutions pratiques.

- Nous prenons le temps d'évaluer votre situation et de vous aider à déterminer vos objectifs et la marche à suivre pour les atteindre.
- De concert avec vous, nous élaborons un plan apte à vous aider à mieux protéger votre portefeuille contre les risques du marché.
- Nous comptons sur l'expertise de la Société de gestion d'investissement I.G. et de 21 autres sociétés de renom pour gérer votre portefeuille de placements.
- Nous vous accordons toute l'attention personnalisée que vous méritez.

### Parlez-en à nos clients, ça marche!

Durant cette période difficile, vous avez le droit d'être exigeant.\*

- Parmi nos clients les plus aguerris, près de neuf sur dix affirment se sentir en confiance grâce à l'appui que nous leur offrons.
- Neuf de ces mêmes clients sur dix assurent que nous tenons constamment nos promesses en ce qui a trait au service.

Voyez comment nos solutions RER peuvent vous aider à faire face aux marchés les plus difficiles.

Composez le 1 866 280-3076 ou visitez le site [www.groupeinvestors.com](http://www.groupeinvestors.com)

Profitez-en pour demander votre trousse d'information gratuite, qui comprend le rapport spécial *Votre stratégie RER en 10 points pour préparer votre retraite*.



Micheline, comme tous nos conseillers, sert nos clients avec énergie et professionnalisme. Durant la période des RER, vous pouvez compter sur nous, pionniers de la planification financière au Canada.

Micheline Lavigne, Pl. Fin., Conseillère en sécurité financière, Conseillère en assurance et rentes collectives, Représentante en épargne collective, Les Services Investors Limitée, cabinet de services financiers (Québec), 18 années d'expérience.

### L'ENGAGEMENT DU GROUPE INVESTORS<sup>MC</sup>

- NOUS COMMENÇONS PAR LE PLUS IMPORTANT : VOUS
- NOUS VOUS PARLONS FRANCHEMENT
- NOUS LE METTONS PAR ÉCRIT
- NOUS OBTENONS DES RÉSULTATS

**Groupe Investors**<sup>™</sup>

DES SOLUTIONS À VOTRE MESURE<sup>™</sup>

Les Services Investors Limitée, cabinet de services financiers, au Québec. <sup>MC</sup> Marques de commerce de Groupe Investors Inc. Utilisation sous licence par les sociétés affiliées. \*Ces données proviennent de sondages effectués par Western Opinion Research pour le compte du Groupe Investors en 2002 auprès de nouveaux clients et de clients des Services Sélects<sup>MC</sup> du Groupe Investors ayant plus de 100 000 \$ d'actif à investir.